

LA LIBERTÉ

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Marseille, 22 janvier.
Le contre-amiral commandant l'escadre actuellement dans le port, a passé en revue ce matin les marins de la division.

Angleterre

Londres, 22 janvier.
La reine retournera à Windsor le 23 janvier.

Autriche

Vienne, 22 janvier.
On assure que l'impératrice d'Autriche sera mariée du jeune fils dont vient d'accoucher la duchesse d'Alençon, sa sœur.
L'archiduc Albert visitera prochainement la Haute-Italie; il dirigera son voyage jusqu'à la fin de la France.

Belgique

Bruxelles, 22 janvier, soir.
L'Echo du Parlement annonce que les ouvriers menuisiers d'une fabrique se sont mis en grève. La grève menaçait de s'étendre, les patrons des autres ateliers se sont réunis pour examiner la question de savoir si, en présence des exigences de l'Internationale, qui force les ouvriers à réclamer 30 0/0 d'augmentation, il y a lieu de fermer leurs établissements.
A Charleroi, la grève est à peu près terminée; les ouvriers mineurs rentrent en masse.

Hollande

La Haye, 22 janvier.
On assure de bonne source que le roi a approuvé les traités conclus avec l'Angleterre, relativement à la cession des colonies hollandaises de la côte de Guinée et de Sumatra, et à l'immigration à Surinam.

Espagne

Madrid, 22 janvier, soir.
Le ministère s'est réuni au Congrès. Après un long et brillant discours du président du conseil des ministres, développant le programme du gouvernement, le ministère a été battu par un vote de censure contre le président de la Chambre, M. Martin Herrera, qui faisait de ce vote une question de cabinet.
Le ministère a eu 122 voix et les oppositions réunies (radicaux, carlistes, républicains et alphonistes) ont obtenu 170 voix.
Au Sénat, rien de particulier ne s'est produit. Le président du conseil des ministres s'est rendu auprès du roi pour lui faire connaître ce qui s'est passé au Congrès.

Italie

Rome, 22 janvier, soir.
Le grand-duc et la grande-duchesse Michel de Russie sont arrivés.
Le prince Humbert est allé leur rendre visite. Les journaux annoncent quelques changements dans le personnel de la maison militaire du roi.

Rome, 22 janvier, soir.

Encore aujourd'hui, la Chambre ne s'est pas trouvée en nombre.
Le président a exprimé ses regrets de cette inexactitude des députés. La prochaine séance publique a été fixée à jeudi.
Le roi est allé visiter le grand-duc Michel, qui lui a rendu sa visite. Un grand dîner a lieu ce soir au Quirinal, en l'honneur du grand-duc. Ce dernier repartira après-demain pour Saint-Pétersbourg. La grande-duchesse Olga retournera à Naples.
M. Sella est revenu de Naples; sa santé s'est améliorée.

Grèce

Athènes, 22 janvier.
La reine de Grèce a donné aujourd'hui naissance à un prince.

États-Unis

Washington, 22 janvier, soir.
La Chambre des représentants a rejeté une proposition tendant à modifier la Constitution et à admettre l'éligibilité à la présidence des États-Unis, des citoyens naturalisés, mais non pas nés en Amérique.

(Agence Havas.)

LA JOURNÉE POLITIQUE

L'Assemblée paraît animée du désir de donner à ses discussions un tour plus actif et surtout plus décisif. Les deux commissions du budget de 1871 et 1872 réunies ont nommé à cet effet une sous-commission qui sera chargée d'examiner les propositions relatives aux nouveaux impôts, et de présenter dans le plus bref délai un rapport d'ensemble indiquant quels sont ceux de ces impôts qui lui paraissent les plus susceptibles de remplacer avec avantage l'impôt sur les matières premières.

Nous ne saurions trop applaudir à ces dispositions, qui ne doivent pas rester à l'état de simples promesses. Les intérêts du commerce aussi bien que les intérêts du Trésor réclament impérieusement qu'on abandonne les discussions abstraites sur les principes et qu'on vote pratiquement et délibérément des impôts qui lui faut sans doute prendre quelque part que les théoriciens classeront, nous le craignons, dans l'un ou l'autre des divers systèmes dont la discussion générale a désormais assez occupé l'Assemblée. Peut-être nos représentants feront-ils bien, à l'avenir, de n'attacher qu'une importance secondaire à ces distinctions plus scolastiques que réelles et qui ne tardent pas, comme nous l'avons vu, à devenir plus politiques que financières.

L'honorable M. Pouyer-Quertier, cette fois dans le vrai et rendu à son véritable rôle de ministre du Trésor, leur rappelle à quel déficit dans les ressources de l'État correspond chaque retard apporté à l'établissement définitif des impôts. C'est là une pensée qui devrait trancher bien des incertitudes et effacer, à tous les yeux, les préjugés personnels et les amours propres d'auteur qui se mêlent à la préoccupation patriotique de la libération du territoire et de l'indépendance du pays.

Il est un auxiliaire que l'honorable M. Buisson et ses coreligionnaires ne s'attendaient peut-être pas à trouver à leurs côtés dans la campagne qu'ils dirigent contre Paris. C'est la Gazette de Spener, organe officieux du gouvernement prussien, qui constate, avec une joie fort naturelle, le fossé de plus en plus profond, que les sentiments persistants de la droite et les fautes journalières de la politique lui paraissent creuser entre la France et sa capitale. Elle se complait à signaler la répulsion et la révolte qui s'accroissent en province contre les phrases creuses des orateurs et des journaux parisiens, contre les coups de surprise, d'où sort alternativement une révolution ou un gouvernement. Comme on le voit, la presse allemande ne se fait point faute de répéter les leçons qui s'apprennent et s'entendent de ce côté du Rhin. Mais nous ne pouvons nous empêcher de plaindre profondément les adversaires de la capitale de rencontrer cet accord de sentiments chez nos vainqueurs.

Un des griefs les plus redoutables de la presse opposante sous la Restauration fut de représenter le gouvernement, revenu dans les fourgons des armées alliées, comme le docile exécuteur des volontés de la diplomatie étrangère. Les partisans de la décentralisation politique auraient tout à perdre, ils le sentent eux-mêmes, à donner lieu à un tel rapprochement.

Les dépêches de Madrid confirment les prévisions que nous exprimions hier au sujet des difficultés insurmontables qui attendent le cabinet espagnol dès qu'il voudra concevoir une politique gouvernementale avec l'une quelconque des diver-

sés fractions qui divisent les Cortès. Il a été battu, à 50 voix de majorité, par toutes les oppositions réunies, dans la personne du président de la Chambre, M. Martin Herrera, contre lequel le Parlement aurait prononcé un vote de censure. La question de cabinet ayant été posée, ce vote semble placer M. Sagasta entre une dissolution des Cortès et sa retraite du ministère, auquel il fait une situation impossible.

Une dépêche de Washington nous apprend que la Chambre des représentants vient de rejeter une proposition tendant à admettre l'éligibilité à la présidence des États-Unis des citoyens naturalisés en Amérique. On sait que cette modification constitutionnelle était demandée par le parti allemand, qui s'efforce de pousser à la succession du général Grant, son candidat national. Nous félicitons les Américains d'avoir évité le danger qu'il y aurait pour eux à admettre dans la direction suprême de leurs affaires l'influence étrangère, et, plus que tout autre, l'influence germanique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

A monsieur Léonce Détrouat.

Je voudrais tirer la moralité qui ressort de nos dernières séances.

M. Thiers avait donné sa démission, qu'il n'avait pas retirée, parce que l'Assemblée différait d'avis avec lui sur l'impôt des matières premières.

Jamais, sous aucun gouvernement, même le plus absolu, on n'a songé à imposer, soit à un parlement, soit à des états généraux, de voter un subsides sous une certaine forme et non pas sous une autre.

C'est M. Thiers qui nous donne, sous la République, un spectacle devant lequel Louis XIV lui-même aurait reculé.

Voilà donc ce que c'est que votre République! me disait un député royaliste.

J'étais navré, je l'avoue; car qu'avais-je à répondre?

Personne n'a plus de respect et de déférence que moi pour M. Thiers. Il a rendu de tels services à la France qu'on le croit un homme nécessaire.

Mais si c'est un homme nécessaire, que devient la République, le jour où il prendra fantaisie à cet homme de ne pas revenir sur sa démission?

M. Thiers déclare ne plus pouvoir gouverner si l'Assemblée vote des subsides sous une autre forme que le droit à l'importation des matières premières. Mais la même impossibilité de gouverner peut se révéler pour lui si l'Assemblée ne partage pas sa manière de voir à propos de la rentrée à Paris ou du service obligatoire.

Que devenons-nous, dans ce cas?

Peut-on imaginer une situation où une réunion de sept cents hommes sera absolument du même avis que le chef de l'Etat sur toutes les questions?

Nous l'avons, comme on dit, échappé belle! La démission de M. Thiers était, comme la veille, si bien que les partis hostiles à la République avaient établi leur siège pour le lendemain. Leur plan était d'amener l'Assemblée à se retirer dans ses bureaux pour nommer une commission, laquelle commission n'aurait pas manqué d'embrouiller les choses et de rendre le retour de M. Thiers impossible. Dans tous les cas, elle aurait maintenu une intermission de gouvernement, pendant laquelle il aurait fallu concentrer dans une seule main tous les pouvoirs militaires.

Heureusement, l'attitude non équivoque de la grande majorité de l'Assemblée dé-

joua ce beau plan, à peine énoncé; et ceux-là même qui l'avaient conçu furent obligés de se rallier à la contre-proposition qui fut faite et votée à la presque unanimité.

Déjà dans les couloirs, avant la séance, à ceux qui parlaient de monarchie, on avait demandé : « Laquelle? » Et cette simple réponse semait l'indécision dans les rangs.

Vous connaissez le résultat de la journée. Mais le péril auquel nous avons échappé peut se reproduire, et son retour prévu trouvera les partis hostiles à la République mieux disciplinés et plus résolu.

Comment parer à cette éventualité, — M. Thiers demandant de nouveau sa démission et ne la reprenant plus!

Vous connaissez la Constitution-Rivet, qui est venue donner un corps au nuageux pacte de Bordeaux? L'Assemblée nomme M. Thiers président de la République pour toute la durée de son mandat, et M. Thiers accepte à cette condition.

N'est-ce pas là un véritable contrat synallagmatique? Si l'Assemblée n'a pas le droit de se dégager vis-à-vis de M. Thiers, M. le président de la République a-t-il le droit de se dégager vis-à-vis de l'Assemblée?

Je pose cette question sans la résoudre; car je sais bien que si le mariage est indissoluble, l'union du ménage peut devenir impossible avec certaines incompatibilités d'humeur.

La seule conclusion que je veux tirer, c'est que le plus grand service que M. Thiers puisse rendre désormais à la France et à la République, c'est de ne plus donner sa démission.

Ce qu'il y a de plus difficile pour M. Thiers, c'est de se isoler de l'Assemblée. Il est plus fier de l'influence qu'il exerce à la tribune que du pouvoir dont il dispose dans son cabinet.

Voilà précisément le danger. En apportant ses idées à la tribune, M. Thiers y apporte aussi ses passions. Il interromp de sa place les orateurs qui ne partagent point son avis. S'ils ont tort, ils le paralysent; s'ils ont raison, ils diminuent son prestige. Si, finalement, on fait échec à ses idées, il se figure, s'étant passionné, qu'on fait échec à son pouvoir. Il déclare qu'il lui est impossible de gouverner, et il donne sa démission parce que, malgré ses efforts de passion et d'éloquence, on diffère d'opinion avec lui sur une question de tarifs.

Il était convenu, de par la constitution Rivet, que toutes les fois qu'il plairait au président de la République de se faire entendre en séance, le président de l'Assemblée en serait prévenu et en préviendrait l'Assemblée.

Si cette clause avait été exécutée, nous n'aurions pas eu les graves incidents du 19 et du 20 janvier.

Je serais désolé, quant à moi, que M. Thiers n'intervint pas le plus souvent possible dans nos débats, qu'il glorifie par sa parole. Mais, qu'il se mêle à nos luttes, qu'il interrompe et soit interrompu, qu'il pose des questions de cabinet comme un simple président du conseil, je ne puis l'admettre. Son prestige, qui est une propriété nationale, n'y peut rien gagner, et ne peut, quoi qu'il arrive, qu'en être diminué.

Je ne veux pas discuter avec le président de la République. Je l'écoute, soit en séance, soit dans les commissions, toutes les fois qu'il vient m'honorer de son avis, de sa haute raison et de sa grande expérience; mais, pour délibérer en toute liberté, j'attends qu'il soit parti.

Il doit être vis-à-vis de l'Assemblée ce qu'est l'auteur d'un projet de loi vis-à-vis de la commission chargée de son examen. La commission écoute l'auteur du projet, lui fait des questions sur les points douteux, mais ne discute jamais avec lui; elle

attend, pour délibérer, que l'exposant se soit retiré.

Il a plu au président de la République de se substituer, dans une question de douanes, au ministre responsable, qui était pourtant bien assez fort pour soutenir le débat tout seul. Tout aussitôt voilà tous les ministres, et non-seulement les ministres, mais le préfet de la Seine et le préfet de police, qui se croient obligés de donner leur démission.

Franchement, tout cela n'est-il pas excessif et déraisonnable?

Rien de tout cela ne serait arrivé si la constitution Rivet avait été bien observée. Que M. Thiers, qui a si souvent déclaré qu'il ferait l'essai loyal de la République, reste désormais fidèle à son programme et qu'il ne donne plus sa démission, qui, renouvelée, serait une calamité non pas seulement pour la République, mais pour la France.

Il y va de notre salut à tous que l'épreuve des 19 et 20 janvier n'ait pas de lendemain.

F. DUCING, député.

Nous lisons avec une extrême surprise ce qui suit dans l'Opinion nationale :

Il n'est pas inutile de savoir qu'au moment où se répandit le bruit que le président de la République maintenait sa démission, le parti bonapartiste, qui ne dort pas, faisait sonder les dispositions de certains officiers d'un régiment en garnison à Paris.

Le gouvernement doit connaître aussi bien que nous le numéro de ce régiment.

AD. GUÉROULT.

LA CRISE DES TRANSPORTS

Embranchement de l'Estaque, gare de la Joliette, à Marseille.

En France, on croit qu'on a tout fait quand on a renvoyé à l'examen d'une commission la solution d'une question embarrassante; le plus souvent on ne réussit ainsi qu'à l'étouffer, à l'enterrer, suivant le terme consacré.

C'est ce qui arrive pour la question de la crise des transports. Qu'est devenue, en effet, cette question depuis que l'Assemblée nationale en a déferé l'examen à une partie de ses membres?

Les transports ont-ils été accélérés? Des mesures efficaces ont-elles été prises pour prévenir le retour des encombrements inextricables dont les chemins de fer ont été le théâtre?

Nous voudrions bien être en mesure de répondre affirmativement à ces questions; mais nous sommes forcés de dire que nous ne le pouvons pas.

Les souffrances du commerce n'ont été en rien diminuées; loin de là, les Compagnies de chemins de fer n'ont fait que se rassurer et se raffermir contre les justes attaques dont elles ont été l'objet.

L'enquête ouverte n'est considérée par elles que comme un moyen de se couvrir, de se faire absoudre des fautes passées et de recommencer le train-train ordinaire; elles comptent pour cela sur l'incompétence relative des juges qui leur ont été donnés.

Il y a donc, pour nous, nécessité de reprendre cette discussion et d'essayer de nouveau de répandre quelques lumières sur les solutions indispensables qu'on cherche à éluder.

On se souvient de l'excuse banale que les ingénieurs-directeurs des compagnies de chemins de fer se sont accordés à faire admettre pour expliquer l'insuffisance de leurs moyens de transports : Tous s'attachaient à rejeter la faute sur les emprunts

de wagons que nous avaient faits les Prussiens; tout devait rentrer dans l'ordre aussitôt que ces wagons seraient revenus.

Cette restitution est aujourd'hui un fait accompli; les wagons ont été rendus aux compagnies; et cependant rien n'est changé dans l'ancien état des choses.

Bien plus, de nombreuses commandes de matériel avaient été faites; on l'avait annoncé avec éclat, à grand renfort de publicité; toutes les usines avaient été mises en réquisition pour leur exécution.

Mais ce qui était facile à prévoir, et ce que certains ingénieurs se refusaient absolument à admettre, c'est que la livraison de ce matériel nouveau n'a fait qu'augmenter les difficultés, les embarras de la situation.

On ne sait comment loger ces wagons, vu l'exiguïté des gares qui, dans la plupart des chemins, et malgré le développement considérable du trafic et du produit qu'on en tire, n'ont reçu aucun agrandissement depuis plus de vingt ans!

Il en résulte que, au lieu de presser l'exécution de ce matériel supplémentaire, les compagnies cherchent au contraire à la retarder, car elles s'aperçoivent, tardivement, qu'on n'a pas assez de voies pour le recevoir.

Nous ne ferons cependant que rendre hommage à la vérité quand nous dirons que certaines compagnies se hâtent de faire maintenant ce qu'elles auraient dû faire beaucoup plus tôt, ce à quoi nous les avons si souvent invitées.

Trop heureux quand on peut constater quelque empressément à reconnaître ses erreurs et à les réparer. D'après ce qui nous revient des résolutions prises par la Compagnie du Nord, on n'aurait que des éloges à lui donner pour l'activité que déploie aujourd'hui son conseil d'administration, dans le but d'agrandir la plus grande partie de ses gares.

Nous citerons encore une autre Compagnie, celle du Midi, comme se rendant un compte exact de la situation. Depuis longtemps déjà elle avait compris la nécessité d'avoir de vastes emplacements à sa disposition pour recevoir et expédier les marchandises du commerce; son matériel est même fort abondant, et il aurait suffi, nous assure-t-on, aux besoins actuels, si les Compagnies voisines, comme celles d'Orléans et de la Méditerranée, ne le retenaient sur leurs rails, à ce qu'il paraît, au delà du terme nécessaire à l'évolution naturelle des wagons.

On cherchera à alléguer, à la justification des Compagnies de chemins de fer, qu'il n'est pas possible d'improviser des gares et que, pour l'acquisition des terrains, il y a des formalités légales auxquelles on ne peut se soustraire.

Cette allévation n'est pas valable auprès des hommes spéciaux, qui savent que le gouvernement peut investir les Compagnies du droit d'occupation temporaire, et que ce droit supprime toutes les formalités; il n'échappera à personne que si on avait usé de cette faculté, bien des difficultés auraient été, depuis longtemps, écartées.

L'administration des travaux publics ne s'est peut-être pas montrée assez sévère contre les théories de circonstance imaginées, invoquées, par les Compagnies pour les besoins d'une mauvaise cause.

On a rejeté tout le mal de la situation sur la lenteur que mettrait, soi-disant, le commerce à enlever ses marchandises, tandis qu'en réalité, les Compagnies mettent des sommes à les décharger, et qu'on a les plus grandes peines du monde à les retrouver, tant la confusion est grande dans les gares, relativement si étroites, que tout classement y devient extrêmement difficile.

de siéger à Versailles, mais que le gouvernement se transporte à Paris, et il invoquera les lenteurs et difficultés de toute nature qui entravent l'action administrative et diplomatique.

La nomination de M. Emile Leroux comme président, et de M. Marguier comme secrétaire de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Parent relative au dépôt sur le bureau de l'Assemblée de l'état des biens composant le domaine public, et de l'appréciation de ceux de ces biens qui seraient susceptibles d'aliénation, peut être considérée comme un très favorable augure pour le succès de cette proposition.

M. Marguier, notamment, s'est énergiquement prononcé pour l'aliénation de toutes les propriétés nationales auxquelles ne se rattache pas un puissant intérêt historique.

Un certain nombre de membres de la gauche ont d'indéfini soir chez M. Casimir Périer, et se sont ensuite rendus à la réception de la présidence. M. Thiers a paru étonné de leur visite. Il était très gai et a eu avec M. Emmanuel Arago une conversation des plus piquantes sur le retour à Paris. Il a avoué de très bonne grâce à M. Duing qu'il reconnaît la nécessité de compter avec les économistes.

Le général Ducrot va proposer, à titre d'amendement sur le budget de la guerre, une réduction de quatre-vingts millions.

La commission du 4 septembre a entendu ce matin MM. Curtis, ancien consul, Fourcaud et Testelin, députés.

Deux députés ont sous voté contre le crédit pour frais d'impression du *Moniteur des Communes* et de ses annexes; ce sont MM. Dupuy.

Le ministre des finances avait donné hier par télégraphe des ordres à tous ses agents pour assurer le recouvrement de la surtaxe de deux décimes sur le sucre votée hier par l'Assemblée nationale, et que promulguait aujourd'hui le *Journal officiel*. Des visites minutieuses ont été faites dans nos ports et dans les principaux entrepôts et raffineries.

Des ordres sont également donnés pour la perception de la surtaxe concernant les allumettes.

BOURSE DU 23 JANVIER					OBLIGATIONS				
Bas	So	Premier cours	Plus haut	Dernier cours	Bas	So	Premier cours	Plus haut	Dernier cours
10	3 0/0	94 1/2	95 1/2	94 1/2	Départ. de la Seine	210	209	210	210
10	4 1/2 0/0	95 1/2	96 1/2	95 1/2	Ville de 1855-1860	390	389	390	390
10	5 0/0	96 1/2	97 1/2	96 1/2	— 1865	460	459	460	460
10	6 0/0	97 1/2	98 1/2	97 1/2	— 1870	520	519	520	520
10	7 0/0	98 1/2	99 1/2	98 1/2	— 1875	580	579	580	580
10	8 0/0	99 1/2	100 1/2	99 1/2	— 1880	640	639	640	640
10	9 0/0	100 1/2	101 1/2	100 1/2	— 1885	700	699	700	700
10	10 0/0	101 1/2	102 1/2	101 1/2	— 1890	760	759	760	760
10	11 0/0	102 1/2	103 1/2	102 1/2	— 1895	820	819	820	820
10	12 0/0	103 1/2	104 1/2	103 1/2	— 1900	880	879	880	880
10	13 0/0	104 1/2	105 1/2	104 1/2	— 1905	940	939	940	940
10	14 0/0	105 1/2	106 1/2	105 1/2	— 1910	1000	999	1000	1000
10	15 0/0	106 1/2	107 1/2	106 1/2	— 1915	1060	1059	1060	1060
10	16 0/0	107 1/2	108 1/2	107 1/2	— 1920	1120	1119	1120	1120
10	17 0/0	108 1/2	109 1/2	108 1/2	— 1925	1180	1179	1180	1180
10	18 0/0	109 1/2	110 1/2	109 1/2	— 1930	1240	1239	1240	1240
10	19 0/0	110 1/2	111 1/2	110 1/2	— 1935	1300	1299	1300	1300
10	20 0/0	111 1/2	112 1/2	111 1/2	— 1940	1360	1359	1360	1360
10	21 0/0	112 1/2	113 1/2	112 1/2	— 1945	1420	1419	1420	1420
10	22 0/0	113 1/2	114 1/2	113 1/2	— 1950	1480	1479	1480	1480
10	23 0/0	114 1/2	115 1/2	114 1/2	— 1955	1540	1539	1540	1540
10	24 0/0	115 1/2	116 1/2	115 1/2	— 1960	1600	1599	1600	1600
10	25 0/0	116 1/2	117 1/2	116 1/2	— 1965	1660	1659	1660	1660
10	26 0/0	117 1/2	118 1/2	117 1/2	— 1970	1720	1719	1720	1720
10	27 0/0	118 1/2	119 1/2	118 1/2	— 1975	1780	1779	1780	1780
10	28 0/0	119 1/2	120 1/2	119 1/2	— 1980	1840	1839	1840	1840
10	29 0/0	120 1/2	121 1/2	120 1/2	— 1985	1900	1899	1900	1900
10	30 0/0	121 1/2	122 1/2	121 1/2	— 1990	1960	1959	1960	1960
10	31 0/0	122 1/2	123 1/2	122 1/2	— 1995	2020	2019	2020	2020
10	32 0/0	123 1/2	124 1/2	123 1/2	— 2000	2080	2079	2080	2080
10	33 0/0	124 1/2	125 1/2	124 1/2	— 2005	2140	2139	2140	2140
10	34 0/0	125 1/2	126 1/2	125 1/2	— 2010	2200	2199	2200	2200
10	35 0/0	126 1/2	127 1/2	126 1/2	— 2015	2260	2259	2260	2260
10	36 0/0	127 1/2	128 1/2	127 1/2	— 2020	2320	2319	2320	2320
10	37 0/0	128 1/2	129 1/2	128 1/2	— 2025	2380	2379	2380	2380
10	38 0/0	129 1/2	130 1/2	129 1/2	— 2030	2440	2439	2440	2440
10	39 0/0	130 1/2	131 1/2	130 1/2	— 2035	2500	2499	2500	2500
10	40 0/0	131 1/2	132 1/2	131 1/2	— 2040	2560	2559	2560	2560
10	41 0/0	132 1/2	133 1/2	132 1/2	— 2045	2620	2619	2620	2620
10	42 0/0	133 1/2	134 1/2	133 1/2	— 2050	2680	2679	2680	2680
10	43 0/0	134 1/2	135 1/2	134 1/2	— 2055	2740	2739	2740	2740
10	44 0/0	135 1/2	136 1/2	135 1/2	— 2060	2800	2799	2800	2800
10	45 0/0	136 1/2	137 1/2	136 1/2	— 2065	2860	2859	2860	2860
10	46 0/0	137 1/2	138 1/2	137 1/2	— 2070	2920	2919	2920	2920
10	47 0/0	138 1/2	139 1/2	138 1/2	— 2075	2980	2979	2980	2980
10	48 0/0	139 1/2	140 1/2	139 1/2	— 2080	3040	3039	3040	3040
10	49 0/0	140 1/2	141 1/2	140 1/2	— 2085	3100	3099	3100	3100
10	50 0/0	141 1/2	142 1/2	141 1/2	— 2090	3160	3159	3160	3160
10	51 0/0	142 1/2	143 1/2	142 1/2	— 2095	3220	3219	3220	3220
10	52 0/0	143 1/2	144 1/2	143 1/2	— 2100	3280	3279	3280	3280
10	53 0/0	144 1/2	145 1/2	144 1/2	— 2105	3340	3339	3340	3340
10	54 0/0	145 1/2	146 1/2	145 1/2	— 2110	3400	3399	3400	3400
10	55 0/0	146 1/2	147 1/2	146 1/2	— 2115	3460	3459	3460	3460
10	56 0/0	147 1/2	148 1/2	147 1/2	— 2120	3520	3519	3520	3520
10	57 0/0	148 1/2	149 1/2	148 1/2	— 2125	3580	3579	3580	3580
10	58 0/0	149 1/2	150 1/2	149 1/2	— 2130	3640	3639	3640	3640
10	59 0/0	150 1/2	151 1/2	150 1/2	— 2135	3700	3699	3700	3700
10	60 0/0	151 1/2	152 1/2	151 1/2	— 2140	3760	3759	3760	3760
10	61 0/0	152 1/2	153 1/2	152 1/2	— 2145	3820	3819	3820	3820
10	62 0/0	153 1/2	154 1/2	153 1/2	— 2150	3880	3879	3880	3880
10	63 0/0	154 1/2	155 1/2	154 1/2	— 2155	3940	3939	3940	3940
10	64 0/0	155 1/2	156 1/2	155 1/2	— 2160	4000	3999	4000	4000
10	65 0/0	156 1/2	157 1/2	156 1/2	— 2165	4060	4059	4060	4060
10	66 0/0	157 1/2	158 1/2	157 1/2	— 2170	4120	4119	4120	4120
10	67 0/0	158 1/2	159 1/2	158 1/2	— 2175	4180	4179	4180	4180
10	68 0/0	159 1/2	160 1/2	159 1/2	— 2180	4240	4239	4240	4240
10	69 0/0	160 1/2	161 1/2	160 1/2	— 2185	4300	4299	4300	4300
10	70 0/0	161 1/2	162 1/2	161 1/2	— 2190	4360	4359	4360	4360
10	71 0/0	162 1/2	163 1/2	162 1/2	— 2195	4420	4419	4420	4420
10	72 0/0	163 1/2	164 1/2	163 1/2	— 2200	4480	4479	4480	4480
10	73 0/0	164 1/2	165 1/2	164 1/2	— 2205	4540	4539	4540	4540
10	74 0/0	165 1/2	166 1/2	165 1/2	— 2210	4600	4599	4600	4600
10	75 0/0	166 1/2	167 1/2	166 1/2	— 2215	4660	4659	4660	4660
10	76 0/0	167 1/2	168 1/2	167 1/2	— 2220	4720	4719	4720	4720
10	77 0/0	168 1/2	169 1/2	168 1/2	— 2225	4780	4779	4780	4780
10	78 0/0	169 1/2	170 1/2	169 1/2	— 2230	4840	4839	4840	4840
10	79 0/0	170 1/2	171 1/2	170 1/2	— 2235	4900	4899	4900	4900
10	80 0/0	171 1/2	172 1/2	171 1/2	— 2240	4960	4959	4960	4960
10	81 0/0	172 1/2	173 1/2	172 1/2	— 2245	5020	5019	5020	5020
10	82 0/0	173 1/2	174 1/2	173 1/2	— 2250	5080	5079	5080	5080
10	83 0/0	174 1/2	175 1/2	174 1/2	— 2255	5140	5139	5140	5140
10	84 0/0	175 1/2	176 1/2	175 1/2	— 2260	5200	5199	5200	5200
10	85 0/0	176 1/2	177 1/2	176 1/2	— 2265	5260	5259	5260	5260
10	86 0/0	177 1/2	178 1/2	177 1/2	— 2270	5320	5319	5320	5320
10	87 0/0	178 1/2	179 1/2	178 1/2	— 2275	5380	5379	5380	5380
10	88 0/0	179 1/2	180 1/2	179 1/2	— 2280	5440	5439	5440	5440
10	89 0/0	180 1/2	181 1/2	180 1/2	— 2285	5500	5499	5500	5500
10	90 0/0	181 1/2	182 1/2	181 1/2	— 2290	5560	5559	5560	5560
10	91 0/0	182 1/2	183 1/2	182 1/2	— 2295	5620	5619	5620	5620
10	92 0/0	183 1/2	184 1/2	183 1/2	— 2300	5680	5679	5680	5680
10	93 0/0	184 1/2	185 1/2	184 1/2	— 2305	5740	5739	5740	5740
10	94 0/0	185 1/2	186 1/2	185 1/2	— 2310	5800	5799	5800	5800
10	95 0/0	186 1/2	187 1/2	186 1/2	— 2315	5860	5859	5860	5860
10	96 0/0	187 1/2	188 1/2	187 1/2	— 2320	5920	5919	5920	5920
10	97 0/0	188 1/2	189 1/2	188 1/2	— 2325	5980	5979	5980	5980
10	98 0/0	189 1/2	190 1/2	189 1/2	— 2330	6040	6039	6040	6040
10	99 0/0	190 1/2	191 1/2	190 1/2	— 2335	6100	6099	6100	6100
10	100 0/0	191 1/2	192 1/2	191 1/2	— 2340	6160	6159	6160	6160
10	101 0/0	192 1/2	193 1/2	192 1/2	— 2345	6220	6219	6220	6220
10	102 0/0	193 1/2	194 1/2	193 1/2	— 2350	6280	6279	6280	6280
10	103 0/0	194 1/2	195 1/2	194 1/2	— 2355	6340	6339	6340	6340
10	104 0/0	195 1/2	196 1/2	195 1/2	— 2360	6400	6399	6400	6400
10	105 0/0	196 1/2	197 1/2	196 1/2	— 2365	6460	6459	6460	6460
10	106 0/0	197 1/2	198 1/2	197 1/2	— 2370	6520	6519	6520	6520
10	107 0/0	198 1/2	199 1/2	198 1/2	— 2375	6580	6579	6580	6580
10	108 0/0	199 1/2	200 1/2	199 1/2	— 2380	6640	6639	6640	6640
10	109 0/0	200 1/2	201 1/2	200 1/2	— 2385	6700	6699	6700	6700
10	110 0/0	201 1/2	202 1/2	201 1/2	— 2390	6760	6759	6760	6760
10	111 0/0	202 1/2	203 1/2	202 1/2	— 2395	6820	6819	6820	6820
10	112 0/0	203 1/2	204 1/2	203 1/2	— 2400	6880	6879	6880	6880
10	113 0/0	204 1/2	205 1/2	204 1/2	— 2405	6940	6939	6940	6940
10	114 0/0	205 1/2	206 1/2	205 1/2	— 2410	7000	6999	7000	7000
10	115 0/0	206 1/2	207 1/2	206 1/2	— 2415	7060	7059	7060	7060
10	116 0/0	207 1/2	208 1/2	207 1/2	— 2420	7120	7119	7120	7120
10	117 0/0	208 1/2	209 1/2	208 1/2	— 2425	7180	7179	7180	7180
10	118 0/0	209 1/2	210 1/2	209 1/2	— 2430	7240	7239	7240	7240
10	119 0/0	210 1/2	211 1/2	210 1/2	— 2435	7300	7299	7300	7300
10	120 0/0	211 1							

Parmi les Compagnies les plus rebelles à reconnaître l'évidence des faits, et à s'y conformer, se trouve la Compagnie de la Méditerranée.

Cette Compagnie est celle qui, la première, a excité les plaintes les plus légitimes; elle tient en échec, non-seulement la prospérité d'une grande ville, non-seulement le port le plus important de la France, mais encore le relèvement des deux mers et le commerce tout entier de notre pays; cette Compagnie, qui, depuis tant d'années, a profité de l'influence politique qu'avait su se créer ses administrateurs pour se mettre au-dessus des lois; cette Compagnie, disons-le, continue à éluder ses engagements naturels et à méconnaître des intérêts qu'elle croit pouvoir braver impunément, comptant pour cela sur la lassitude, sur la défection de l'opinion, et sur d'autres tolérances encore.

On se souvient de l'embarras de marchandises qui s'est manifesté sur les ports de Marseille, de l'accumulation si considérable des grains nécessaires à l'alimentation publique, et auxquels le pays avait employé une partie des réserves d'or que nous dispute l'apré des Prussiens.

On sait la position tout à fait anormale de la gare de la Compagnie de la Méditerranée à Marseille, de cette gare placée sur une hauteur qui excède de 57 mètres le niveau de la mer, et qui obligeait à maintenir à plusieurs kilomètres de distance des ports qu'elle doit desservir!

Des centaines de millions ont été dépensés par l'Etat, par la ville et par l'industrie privée, pour amener cette gare près de la source des transports, à la proximité du centre des affaires, afin de diminuer les frais énormes imposés au commerce, et de conjurer la concurrence imminente des ports italiens.

La loi avait fait une étroite obligation d'un changement reconnu nécessaire, d'une modification inévitable dans le point d'arrivée des lignes de la Méditerranée. C'est dans ce but qu'avait été résolue la construction de l'embranchement de l'Estaque, destiné à desservir directement les nouveaux bassins du port de Marseille.

Cette loi porte même la trace d'une constatation précise relativement à cet embranchement et à l'établissement d'une nouvelle gare à la Joliette; embranchement et gare n'étaient tous deux que le résultat d'une transaction offerte, sollicitée, par la Compagnie de la Méditerranée, pour écarter la concurrence d'une autre Compagnie à laquelle le chemin du littoral avait été antérieurement promis avec une solennité si formelle que l'on n'avait pas hésité à faire, au su et au vu de l'ancien gouvernement, des dépenses considérables pour préparer les emplacements d'une gare d'arrivée pour les voyageurs et les marchandises et à faciliter les accès. Toute une ville nouvelle avait été créée dans cette attente qui paraissait certaine.

La Compagnie de la Méditerranée ne s'était pas bornée à promettre, à son tour, toutes les satisfactions que la ville et le commerce étaient sûrs d'obtenir de la part de la Compagnie rivale; dans son effroi de cette concurrence, elle avait offert de construire une foule de lignes nouvelles.

Aucune promesse ne lui coûtait alors. Mais il en a été de l'embranchement de l'Estaque et de la gare de la Joliette comme de la plupart des lignes qu'on devait construire.

Des ruines immenses se sont accumulées à Marseille sans que, depuis dix ans que dure cet étrange conflit, la Compagnie de la Méditerranée ait rien fait pour en prévenir les conséquences.

C'est ainsi qu'elle a laissé écouler tous les délais légaux, au mépris des engagements qu'elle avait contractés.

L'embranchement de l'Estaque comme la nouvelle gare promise aux ports de Marseille ne sont pas commencés, et des chemins importants qui devraient être aujourd'hui terminés sont relégués dans un profond oubli.

Cependant, le gouvernement actuel, sentant la gravité de cette situation, a bien voulu, l'an dernier, mettre un terme à ces incroyables retards, en ce qui concerne l'embranchement de l'Estaque et la gare de la Joliette.

Il a mis la Compagnie en demeure de les exécuter, et, après plusieurs mois d'une nouvelle attente, ce n'est pas sans étonnement que l'on a vu se produire au sein de la Compagnie de la Méditerranée, projet vraiment digne et contre lequel protestent tous les intérêts locaux.

Au lieu de se conformer à des besoins de l'ordre le plus élevé, à des vœux unanimes, à des vœux de tous les corps, conseil général en tête, s'étaient constitués les organes, la Compagnie de la Méditerranée semble s'être complue à les éluder, à les contrecarrer.

Au lieu de construire un embranchement dans les conditions ordinaires du resté des lignes, de prolonger son chemin jusqu'aux ports et d'y placer son terminus, la Compagnie se borne, dans le projet qu'elle vient de présenter, à proposer un misérable chemin de service impraticable pour les trains des voyageurs, et présentant les inconvénients les plus graves pour ceux de marchandises qui eux-mêmes seraient soumis, par la nature du tracé proposé, à une lenteur inévitable et à l'éventualité de graves dangers; enfin elle a négligé entièrement toute disposition pour l'établissement d'une nouvelle gare.

On comprendra les inconvénients et les dangers dont nous parlons, lorsqu'on saura que l'embranchement proposé a des pentes de 0,0177 et des courbes étroites d'un rayon de 400 mètres.

L'agitation est grande à Marseille, devant un pareil déni de justice, devant une semblable attitude et de pareilles tendances de la part d'une Compagnie dotée des privilèges les plus considérables.

La population de cette ville compte sur l'énergie du gouvernement pour obtenir les satisfactions qui lui sont dues, et, bien plus justement, que dans une autre circonstance, pour rappeler au respect des intérêts généraux engagés, cette Compagnie dont l'égoïsme se montre trop à découvert.

La commission qui préside à cette enquête saura lui indiquer la marche à suivre en rejetant le projet qui lui est soumis.

Nous reviendrons sur cette question si, contre toute attente, prompt justice n'était pas obtenue.

L. DU BOURGNEUF.

M. Rouher à ses Electeurs

Voici la circulaire que M. Rouher adresse aux électeurs de la Corse :

Electeurs de la Corse, Après des délais arbitraires ou illégaux, qui ont froissé l'opinion et blessé l'impartialité publique, le décret qui vous convoque au scrutin est enfin promulgué.

Cette élection n'est pas simplement un choix entre des concurrents politiques; elle reçoit des faits qui l'ont précédée un caractère exceptionnel, en gage des questions de dignité et d'honneur, et doit être un verdict prononcé sur certains actes et certains hommes.

Depuis le mois d'octobre, en effet, la Corse a été soumise à d'ingraves mesures. Un commissaire extraordinaire a, par la menace, enlevé au conseil général la liberté de ses délibérations. Plusieurs conseils électifs ont été capricieusement dissous. De modestes employés, des fonctionnaires, des magistrats, malgré d'anciennes services et une valeur éprouvée, ont été sacrifiés à des haines aveugles et à d'infimes ambitions; par des révocations injustes, par un déploiement insolite de forces militaires, on a tenté d'ébranler vos courages, de courber vos volontés.

Les dépositaires d'un pouvoir transitoire n'ont pas dissimulé leur but, ils veulent vous contraindre à abjurer votre entité pour une dynastie élevée sur le trône par le suffrage universel, renversée par une abominable insurrection.

Vous reprenez l'exercice de votre souveraineté, et, j'en ai la confiance, vos suffrages seront une première réparation pour les victimes, un premier châtiement de l'offense. Le scrutin sera l'affirmation de votre indépendance, la libre manifestation de vos regrets et de vos légitimes espérances.

Où, de vos espérances car la nation n'a pas encore prononcé sur ses destinées, et seule, après tant de révolutions coupables, elle peut fonder le droit constitutionnel du pays.

Serait-ce donc calomnier le présent que de reconnaître que tout y est incertitude et obscurité, que les intérêts sont en proie à de continuelles alarmes? N'avons-nous pas sous les yeux le spectacle navrant de rançunes, de faiblesses, de compromissions, d'efforts stériles, de dangereuses agitations démagogiques? Or, sous ces confusions et ces impuissances se produit, lente ou rapide, la décomposition de toutes les forces sociales.

Ce serait une illusion funeste que de chercher le salut dans de nouveaux expédients temporaires ou dans des combinaisons équivoques. La France n'en obtiendrait ni crédit, ni sécurité, ni grandeur. La patrie ne peut plus supporter, sans mourir, les dissensions de ses enfants. Le devoir suprême des partis est de lui imposer leurs résistances et leurs ambitions, de solliciter respectueusement les hautes décisions de la volonté nationale, puis de se dissoudre ou de se reconstruire sous l'autorité salutaire du gouvernement définitif qu'elle aura créé.

L'ordre, cette liberté de tous, ne saurait désormais avoir d'autres assises. Si nous restons quelque temps encore sourds à cette grande vérité, nous y serons cruellement rappelés par les souffrances publiques.

Au nom de ces convictions, je fais appel à votre patriotisme. Dans cette lutte, mon nom est un symbole, ma candidature est celle d'un ami de l'exil et du malheur; elle se place sous la protection de votre foi politique, elle s'adresse à la noblesse et à la fierté de vos sentiments.

EUGÈNE ROUHER.

Paris, le 19 janvier 1872.

LETTRES DE VERSAILLES

Hier, calme plat. On échangeait paisiblement les nouvelles arrivées de province, toutes fort rassurantes d'ailleurs. La plupart des départements ont appris le dénouement de la crise en même temps que l'existence de la crise elle-même; personne d'avance ne s'était imaginé que la question économique de l'impôt sur les matières premières pût amener un bouleversement politique. Quant aux grands centres manufacturiers que cette question intéressait plus particulièrement, vous savez déjà que l'ordre n'y a pas été un seul instant troublé.

Quelques membres de la gauche et du centre gauche s'étaient promis, à l'issue de la séance de samedi, de déposer une proposition tendant à assurer l'exécution de la clause de la proposition Rivet, qui réglemente les rapports du président de la République avec l'Assemblée. Mais le bruit s'étant répandu hier que M. Thiers, sur les représentations de ses ministres et particulièrement de M. Casimir Périer, avait pris la résolution de ne plus paraître aux séances que dans des cas exceptionnels, les auteurs de cette motion ont renoncé à la produire. C'est du moins ce que m'ont affirmé plusieurs personnes qui sont habituellement fort bien renseignées.

Le compte rendu vous apprendra que les deux commissions du budget chargées de l'étude des impôts, se sont décidées à présenter d'abord à l'Assemblée autant de rapports partiels qu'elles découvriront de taxes ou surtaxes nouvelles ayant chance de ne soulever aucune vive et longue discussion; et, par conséquent, d'être votées sans délai. Dès hier, ces deux commissions étaient en mesure de proposer : une surtaxe de 2 dixièmes sur les sucres; un droit, dit de statistique, de 10 centimes sur chaque colis traversant les douanes soit pour entrer en France, soit pour en sortir; une surtaxe de 2 centimes 1/2 sur les allumettes.

La surtaxe des sucres a soulevé quelques énergiques protestations. M. Maurice, du Nord, a invoqué les intérêts de l'agriculture, dont M. le ministre des finances se montrait si profondément touché lors de la discussion de l'impôt sur les matières premières : l'aggravation des droits sur les sucres arrêterait la consommation, la fabrication, et, par conséquent, la production de la betterave. M. Maurice a invoqué, en outre, le grand intérêt de l'exportation : on sait que, depuis quelques années, notre commerce de sucre indigène avec l'étranger a pris des proportions très considérables.

M. Villain a fait valoir deux autres considérations : la première, c'est que l'industrie du sucre est l'industrie spéciale des départements envahis, des départements à qui la guerre coûte le plus cher; la deuxième, c'est que l'impôt du sucre pèsera très lourdement sur les classes pauvres. On a dit que le sucre est consommé surtout par les classes aisées. Cela a pu être vrai à une époque où la fabri-

cation ne dépassait pas 15 millions de kilogrammes; cela n'est plus vrai aujourd'hui, qu'elle atteint le chiffre de 250 millions de kilogrammes.

Malgré MM. Maurice et Villain, malgré M. de Tillancourt, qui était venu à la rescousse après une courte réplique de M. le président de la commission, l'impôt a été voté à une imposante majorité. C'est 11 centimes de plus par livre de sucre.

L'impôt de 10 centimes par chaque colis traversant la douane, n'a soulevé aucune difficulté; M. André, de la Seine, a même proposé de l'élever à 25 centimes. Mais M. le ministre des finances n'a eu aucune peine à démontrer que, pour une première expérience, ce chiffre serait exagéré. On m'a effectivement cité des cas où il aurait dépassé le quart du prix du transport, de Gènes à Marseille, d'un colis pesant 50 kilogrammes.

La surtaxe de 2 centimes 1/2 sur les allumettes, a été votée sans discussion. Elle ne pèsera d'ailleurs que sur le fabricant qui, pour 1 centime 1/2 de droit que percevait auparavant le Trésor, avait audacieusement élevé ses prix de 5 centimes.

L'impôt sur le revenu a fait, vers la fin de la séance, une timide et malheureuse apparition. M. Aubry a déposé un projet tendant à l'établissement d'une taxe de 1 0/0 sur le revenu de tous les contribuables de France, nationaux ou étrangers, calculé d'après la valeur locative des appartements garnis ou non garnis qu'ils occupent. La majorité a témoigné à M. Aubry de si mauvaises dispositions, qu'il s'est résigné à renoncer à faire de son impôt un projet de loi spécial. Il le soumettra comme amendement aux commissions du budget.

Nous apprenons que la commission a terminé samedi la discussion du projet de loi sur le recrutement, et qu'elle a définitivement écarté la substitution ou permutation de numéros, sauf en ce qui concerne les jeunes gens du contingent appelés à faire partie de l'armée de mer.

REVUE DES JOURNAUX

M. Robert Mitchell, dans le *Courrier de France*, analyse la proposition Rivet sous la loi de laquelle nous vivons. Selon lui, elle a établi :

Une responsabilité de détails pour le ministre; Une responsabilité d'ensemble pour le chef de l'Etat.

En d'autres termes continue-t-il, chaque ministre répondait des actes de son administration et des lois de sa compétence.

Le président de la République devait compte à la Chambre de sa politique générale.

Or, M. Thiers, en intervenant personnellement comme un simple chef de cabinet dans la question financière, ne s'est évidemment pas souvenu dans quels termes constitutionnels son action gouvernementale se trouvait circonscrite et définie par l'existence du régime provisoire créé à l'instigation de M. Rivet et de ses amis.

M. Robert Mitchell conclut en ces termes :

Si vraiment ce qui nous avait semblé fort clair à nous autres journalistes, médiocres, paraît vague, douteux, ambigu, à l'honorable président de la République, il importe que cette incertitude disparaisse, que l'on explique à nouveau cette énigmatique proposition Rivet, ou plutôt, ce qui se traduit plus sage, que l'on mette fin à ce provisoire qui enivre les partis conservateurs en fortifiant les tendances de la gauche.

Il faut que l'on définitivement les droits et les responsabilités, que l'on fixe à chacun sa place, et que désormais il ne soit permis à personne de s'asseoir sur la sellette de son voisin.

Le vou qu'exprime ici M. Robert Mitchell répond à un besoin général qui existait avant la dernière crise, mais qu'elle a ravivé et redoublé, ou ne saurait le méconnaître. Mais est-ce bien par de nouvelles propositions constitutionnelles, se greffant sur le régime existant, qu'on pourrait aujourd'hui le satisfaire? C'est là une question que le *Courrier de France* a dû se faire avant de se poser en promoteur de réformes politiques.

Mais, en dehors d'une constitution définitive, que la France ne semble pas encore suffisamment préparée à se donner, on n'aperçoit guère d'autre remède aux vices de la situation qu'un peu plus de sagesse et un respect plus scrupuleux des conventions jurées.

L'*Avenir national* voit dans les récentes manifestations des chambres de commerce et de ces corporations industrielles, un exemple de ce que peut, même imparfaitement pratiqué, la coutume des peuples libres, qui consiste à s'associer spontanément pour faire entendre aux gouvernants la voix de l'opinion.

M. Thiers n'a pas cru, dit-il, au commencement de cette discussion, qu'il allait se butter contre la volonté de la plus expressive et la plus ferme du plus grand nombre des industriels français. Pourquoi? Parce que cette volonté ne s'était pas manifestée en temps opportun, avec un élan assez frappant, avec une autorité assez imposante. Il faut que cet accident ne serve de leçon. Il y a en France des chambres de commerce, des comités industriels, des ligues de libre échange, des sociétés d'agriculture; eh bien! il faut que ces sociétés se tiennent toujours en éveil, qu'elles étudient et suivent toutes les questions commerciales ou politiques, qu'elles aient leurs revues, leurs journaux, leurs bulletins, leurs réunions publiques et privées; il faut qu'elles manifestent leurs opinions, qu'elles publient leurs sentiments, dans des termes très clairs et très précis, et, ce qui désormais est impossible à un gouvernement de se méprendre sur les tendances de l'industrie française.

Nous nous joignons à l'*Avenir national* pour encourager le public français à prendre ces vieilles habitudes qui supprimeraient tant d'incertitudes et rendraient si facile aux politiques doués de quelque probité la création et la persistance d'un gouvernement national.

La République française, passant en revue les intrigues des partis pendant les deux séances de l'Assemblée successivement marquées par la proposition Ferry et par l'ordre du jour Baudry, voit dans la transaction finale un symptôme d'impuissance, pour chacun d'eux et l'indice irrécusable que le dernier mot de la situation ne peut être prononcé que par la dissolution.

Nous la laissons parler :

Aujourd'hui, cependant, il se dit tout haut des choses étranges. Quant une malheureuse a subi tant d'épreuves; quand on voit que les détracteurs de l'autorité semblent se plaire à irriter ses iniquités; quand ils refusent même de lui assurer, quand ils ne peuvent pas même lui promettre un gouvernement pour le lendemain, est-il étonnant que les hommes sans scrupules reprennent courage et se disposent à considérer cette nation comme une proie qui leur est rendue? Toutes ces crises, toutes ces comédies, toutes ces intrigues de Versailles sont plus dangereuses qu'on ne le croit. Les légitimistes, les orléanistes n'y gagneront rien; mais la France peut s'y perdre. Or, la majorité de Versailles, après d'autres crises, d'autres manœuvres, d'autres tentatives également vaines, ne fera rien, ne

constituera rien, ne gouvernera pas. Enchaînés à M. Thiers, elle le gardera malgré elle; et M. Thiers et la majorité se condamneront à l'immobilité, à la stérilité, et condamneront la France à l'éternement. La dissolution est une mesure de salut public.

On annonce que le premier adjoint, faisant les fonctions de maire de Montpellier, et les deux commissaires de police de cette ville, viennent d'être révoqués.

La feuille locale, qui donne cette nouvelle, n'indique pas les motifs de cette triple mesure.

En toute autre occurrence, cette triple révocation pourrait passer inaperçue; mais à la suite des désordres qui ont signalé le passage à Montpellier de M. de Cathelineau, elle semble donner raison aux plaintes élevées, par certains journaux, relativement à l'attitude des autorités locales dans les circonstances que nous venons de rappeler.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

PRÉSIDENCE DE M. VAUTRAIN

Séance du 22 janvier 1872

La gare d'Autueil. — Le gaz oxyhydrique. — Les voies asphaltées. — L'impôt progressif sur les loyers.

Une assez longue discussion, à laquelle prennent part MM. Thiers, Leclerc, Lavocat, Ranc et Mallet, s'engage relativement à la découverte de la gare d'Autueil et du rétablissement de la passerelle du bois de Boulogne. Ces deux travaux ont déjà l'objet de démarches qui n'ont pas abouti. Le directeur des travaux de la ville clôt cet incident en déclarant que la ville n'a d'autre pouvoir que celui de faire parvenir les réclamations du conseil au ministre des travaux publics.

M. Dubief demande dans quel but ont lieu les expériences au gaz oxyhydrique; il voudrait que la question fût promptement résolue.

MM. Lockroy et Clémenceau se prononcent au contraire pour la continuation de ces expériences.

M. le préfet ne voit aucun motif pour retirer l'autorisation accordée aux inventeurs. L'administration est restée jusqu'à présent dans les limites du traité avec la Compagnie du gaz; ce traité prévoit d'ailleurs parfaitement les expériences de ce genre.

M. Ranc prend la parole pour faire le tableau de l'état déplorable dans lequel se trouvent les grandes voies de communication et notamment les voies asphaltées. Il prie M. le directeur des travaux publics de fournir quelques explications.

M. Alphonse fait connaître les causes exceptionnelles qui ont amené l'état de choses dont se plaignent les préopinants; les envois d'asphalte ont fait défaut, et plusieurs essais de nouveaux systèmes n'ont pas abouti. Mais cette situation va cesser. L'administration a pris toutes ses mesures pour accélérer le principe de la progression des travaux les plus urgents.

Le conseil passe à la discussion du rapport de M. Lavocat sur l'établissement d'un tarif gradué pour la perception des contributions directes. Persuadée qu'il faut arriver à créer une entente entre la ville et le ministère des finances, la commission est d'avis que cet accord s'établira en maintenant le tarif fixé le 30 décembre dernier, avec cette restriction que la base graduée ne pourra dépasser l'équivalent des centimes additionnels normaux.

M. Allain-Targé se prononce énergiquement pour le maintien de la délibération du 20 décembre; il engage vivement le conseil à ne pas abandonner le principe de la progression.

M. le préfet dit qu'une transaction avec le ministre des finances n'est pas admissible. Si le conseil municipal s'obstine à maintenir sa délibération, le ministre appliquera purement et simplement la taxe à tout le monde, et les petits loyers ne bénéficieront pas de l'exonération que leur accordait le conseil municipal.

La valeur locative sur laquelle doit porter la nouvelle taxe est de 135 à 145 millions, et la taxe, fixée à 10 fr. 45 c., pourra être élevée à 11 0/0 sans que le ministère s'y oppose; mais il n'y a pas d'autre combinaison possible.

Sur la demande de plusieurs membres, la discussion est close. Les conclusions du rapport de M. Lavocat sont adoptées.

Après cette décision, le conseil vote différents crédits, entre autres un s'élevant à 1,127 fr. 50, pour acquitter les annuités dues à différents propriétaires, pour les baux des terrains du cimetière de Méry-sur-Oise.

La séance est levée à six heures.

LES ACTES OFFICIELS

TAXES ET SURTAXES. — IMPÔT SUR LES SUCRES

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les droits perçus sur les sucres et glucoses de toute origine, antérieurement à la loi du 8 juillet 1871, sont augmentés de deux nouveaux dixièmes.

Art. 2. — Les sucres existant, au moment de la promulgation de la présente loi, dans les entrepôts, les fabriques ou les raffineries, seront assujettis au paiement de cette taxe nouvelle. Les employés des douanes et des contributions indirectes relèveront les quantités existantes tant en sucre brut qu'en sucre raffiné, et en tenant compte du rendement des sucres bruts au raffinage.

Les sucres bruts pourront être recherchés, en quelque endroit qu'ils existent, par les mêmes employés.

Art. 3. — Il est établi, pour subvenir aux frais de la statistique commerciale, un droit spécial de 10 centimes par colis sur les marchandises en fuilles, caisses, sacs ou autres emballages, de 10 centimes par mille kilogrammes ou par mètre cube sur les marchandises en vrac, et de 10 centimes par tête sur les animaux, vivants ou abattus, des espèces chevaline, bovine, ovine, caprine et porcine. Ce droit indépendant de toute autre taxe, mais affranchi des dixièmes additionnels, sera perçu, tant à l'entrée qu'à la sortie, quelle que soit la provenance ou la destination.

Art. 4. — Le droit intérieur sur les allumettes en bois est fixé comme suit, décime compris :

Boîte ou paquet de 100 allumettes et au-dessous, 4 centimes par boîte ou paquet.

Boîte ou paquet renfermant plus de 100 allumettes, 4 centimes par centaine ou fraction de centaine.

Le même droit sera perçu, indépendamment des taxes de douane, sur les allumettes en bois importées.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 22 janvier 1872.

CONVOCACTION D'ÉLECTEURS

Les électeurs du canton de Courmousses (Alpes-Maritimes) sont convoqués, le 18 février prochain, à l'effet d'élire un représentant au conseil général.

CONSEILS GÉNÉRAUX

M. Justin Denjoy a été élu, le 21 janvier, membre du conseil général du département du Gers pour le canton de Fleurance.

Visite du Conseil municipal

ET DU PRÉFET DE LA SEINE AUX RUINES DE L'HÔTEL DE VILLE

Nos lecteurs se souviennent que dans sa séance du mercredi 17 courant, le conseil municipal avait nommé une commission chargée de visiter les ruines de cet admirable monument et de vérifier l'état de celles de

ses parties qui semblent pouvoir encore être utilisées. Cette commission était composée de MM. Alphand, Michaud, Balu, Davignon et d'un certain nombre de membres de l'Institut et de grands entrepreneurs.

La visite a eu lieu le lendemain même, jeudi 18 courant et a été suivie, samedi, de celle de MM. Léon Say, préfet de la Seine et Vautrain, président du conseil municipal. — Voici les résultats de la minutieuse inspection à laquelle se sont livrés les deux éminents magistrats et les membres de la commission.

Les caves et les fondations de l'hôtel de ville ont été examinées. On y a retrouvé intacte la statue de François I^{er}. La statue équestre de Louis XIV, pourra être conservée : la jambe du cheval a été retrouvée et quelques réparations suffiront. On a retrouvé également, mais en pièces que l'on espère pouvoir rajuster, la statue en bronze de Henri IV qui surmontait la porte principale.

Dans les fondations, on a découvert une sorte d'oubliette, dont le sol est au niveau de la Seine et qui devait être très facile d'inonder. Cette oubliette a été, paraît-il, découverte par les communiens, sur la fin de leur règne, et ils avaient même formé le dessein d'y jeter les orages, dont ils auraient pu s'emparer dans l'avenir.

La façade du Boccador pourra, moyennant quelques réparations, être entièrement conservée.

La partie de l'hôtel de ville qui fait face à la caserne de la place Lobau a très peu souffert et pourra également être presque complètement utilisée. La salle Saint-Jean est debout, n'a besoin d'aucune réparation et est même occupée depuis plusieurs mois par une partie du personnel de l'administration préfectorale. La galerie des Fêtes, qui se trouve immédiatement au-dessus de la salle Saint-Jean, n'a pas davantage été atteinte dans les graves dommages; mais les remarquables peintures qui l'ornaient ont été brûlées. Ces peintures, dues au pinceau de M. Lehmann, n'avaient, contrairement à l'opinion générale, pas coûté plus de 50,000 francs, et leur auteur, qui en possédait encore tous les cartons, s'est mis à la disposition de la ville pour les refaire.

Dans le salon Ingres, où l'on remarquait surtout l'Apothéose de Napoléon I^{er}, toutes les peintures ont été cravées à coups de baïonnette par les communiens. Les cartons en existent encore, mais malheureusement M. Ingres n'est plus. Il y a d'ailleurs, aussi, à l'hôtel Carnavalet, un camée et un email, de M. Balot, qui sont la réduction de cette apothéose, et qui pourraient, au besoin, compléter les données des cartons.

Dans le salon d'Eugène Delacroix, toutes les peintures sont perdues.

La valeur des parties de l'hôtel de ville qui peuvent être conservées au prix de quelques réparations s'élève à environ 10 millions de francs, que l'on peut décomposer de la manière suivante : 6 millions pour les constructions hors de terre, 4 millions pour les caves et fondations. Il est bien entendu que la valeur du terrain n'est point comprise dans cette estimation.

C'est donc une économie de 10 millions que réaliserait le conseil municipal en décidant que l'hôtel de ville sera reconstruit sur son ancien modèle. Mais en dehors de cette considération, n'en est-il pas une autre également puissante et empruntée à un ordre plus élevé qui doit inspirer nos mandataires municipaux? Nous voulons parler de l'immense intérêt historique qui s'attache à l'ensemble de notre vieux hôtel de ville auquel, depuis 1532 jusqu'à nos jours, chaque siècle a apporté son contingent d'agrandissement ou d'embellissement.

Quelques conseillers, il est vrai, veulent que l'hôtel de ville soit entièrement reconstruit, mais la raison qu'ils donnent est de nature à causer à leurs adversaires moins de peur que de pitié. « Ce monument, disent-ils, doit dater de l'ère républicaine; nous ne voulons pas de vestiges des constructions élevées sous le règne des tyrans. » Que deviendrait l'histoire, la légende d'un peuple si chacune des formes gouvernementales par lesquelles il passe s'avisait d'effacer la trace de celle qui l'a précédée.

M. Binder, dans son rapport, a dit à ses collègues un mot saisissant : « Démolir les ruines de l'hôtel de ville, ce serait achever l'œuvre de la Commune. » Ils ne le voudront pas.

Paris, suivant sa devise séculaire, peut bien être battu par la tempête, mais jamais submergé : *Fluctuat nec mergitur*. Pareillement sa maison municipale, l'hôtel de ville, a pu être entamé par le feu mais n'a pu périr. Respectons dans sa destinée l'image de la destinée de Paris.

NOS INFORMATIONS

LE COMITÉ CENTRAL DES CHAMBRES SYNDICALES

Le comité central des chambres syndicales de Paris vient de constituer son bureau pour l'année 1872.

Le comité a nommé une commission, composée de MM. Frédéric Lévy, Barbédienne, J. Carlihan, Ch. Laboulaye et Marie pour examiner les difficultés nombreuses que soulève l'application de la loi sur les timbres des factures.

LE JARDIN D'ACCLIMATATION

On sait que le conseil municipal, dans sa séance du 27 décembre dernier, a voté une somme de 180,000 fr. destinée à la réorganisation du jardin zoologique du bois de Boulogne.

Le directeur de la Société zoologique s'est immédiatement mis à l'œuvre, et le 2 janvier, c'est-à-dire cinq jours après le vote du conseil, on commençait les travaux de réparation, en même temps, on achetait à l'étranger, par l'intermédiaire des correspondants de la Société, des animaux de toute sorte, afin de pouvoir ouvrir l'établissement aux premiers jours du printemps prochain.

Maintenant les travaux sont suspendus, on a commandé l'envoi des animaux déjà achetés, et Dieu sait quand le jardin d'Acclimatation sera réorganisé!

Que s'est-il donc passé? Le voici en deux mots : M. le préfet de la Seine a donné à entendre au directeur de la Société zoologique qu'il pourrait se faire que le ministre de l'intérieur annulât la décision du conseil municipal. De là un arrêt forcé dans l'œuvre commencée.

M. le ministre se refusait-il à approuver le secours de fonds accordé par le conseil municipal à la Société zoologique? Nous ne le pensons pas. Quoi

et une pièce de vers latins. M. Jules Simon vient d'avertir les provinciaux de veiller à ce qu'aucune allusion aux derniers événements ne se glisse dans ces vers.

LE PARIS-PORT-DE-MER

Le 7 février, le navire *Paris-Port-de-Mer*, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, quittera le port du Louvre et prendra la route de l'Océan. Le *Paris-Port-de-Mer* se rend en Chine, non, comme on pourrait le croire, par l'isthme de Suez, mais par le cap de Bonne-Espérance. Le *Paris-Port-de-Mer* emporte, dans ce voyage au long cours, sa propriétaire, M^{me} veuve Le Baraz, femme énergique et audacieuse s'il en fut. Sa cargaison se compose d'articles de Paris et de grosses montres de Besançon, dont les Chinois sont très amateurs. Un des matelots de l'équipage nous disait hier, en effet, que le luxe suprême à Pékin est de tapisser ses murs d'énormes objets au tic-tac assourdissant. On estime que le *Paris-Port-de-Mer* restera six mois en mer, et qu'il sera de retour à Paris dans le courant de mars ou d'avril de l'année prochaine.

LES CACAOTIERS DU JARDIN DES PLANTES

Les expériences entreprises il y a quelques années, sous la direction de M. Milne-Edwards, à propos d'un essai de plantation de cacaotiers en serre, a parfaitement réussi, et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, on peut voir trois de ces arbres couverts de fruits superbes.

Les cacaotiers du Jardin des plantes ont trois ans et ils ont donné leurs premiers fruits à deux ans et demi, juste au même âge que s'ils avaient été sous leur ciel natal. On commencera la petite récolte la semaine prochaine.

LES DERNIÈRES PÉTROLEUSES

Hier, par le train de midi, arrivaient à la gare de Lyon les trente-six dernières femmes détenues à Versailles, et récemment condamnées par le conseil de guerre pour participation à l'insurrection de la Commune. La plupart de ces malheureuses avaient été prises au moment de l'entrée des troupes à Paris, promenant dans la ville la torche incendiaire ou combattant derrière les barricades. On les a immédiatement dirigées sur la maison de détention de Nevers où elles doivent subir leur peine.

SUICIDES

Hier soir, vers 4 heures, Ursule H..., française de châles, demeurant rue d'Argout, s'est jetée par la fenêtre de son appartement, sis au 4^e étage, et dans sa chute s'est brisée le crâne sur la bordure du trottoir. La mort a été instantanée. Un chat d'amour a poussé cette malheureuse à cet acte de désespoir. M. Richard, commissaire de police a constaté le décès.

A la même heure, Denis B..., tapissier, âgé de quarante-cinq ans, demeurant rue Stanislas, 11, se précipita de la fenêtre de son appartement, sis au 3^e étage, et tombait la tête fracassée sur le pavé. On ignore les causes de ce suicide.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

L'administration de l'Assistance publique a secouru, en 1871, 30,717 ménages, composés de 90,287 individus, ce qui donne en moyenne l'indigent sur 1,600 habitants. Il y a eu pendant l'année 1871 90,132 malades dans les hôpitaux; 74,510 en sont sortis guéris ou autrement, 9,307 y sont morts, 6,315 y étaient encore au 31 décembre 1871. Le nombre des administrés des hospices, pendant la même période, a été de 12,565, dont 1,655 sont sortis au cours de l'année, 2,812 sont morts, 9,098 y restaient encore au 31 décembre.

Le personnel employé par l'Assistance publique comprend, outre 362 employés attachés tout spécialement à l'administration, et de nombreuses religieuses desservant les hôpitaux, 38 apothicaires, 91 médecins, 40 chirurgiens, 16 pharmaciens, 222 élèves internes et externes, et 1,515 employés de salles.

NÉCROLOGIE À MÉRY-SUR-OISE

C'est définitivement demain mardi que se réunira le conseil municipal, à l'effet d'en finir avec la question des cimetières, et c'est nous assure-t-on, le dernier rapport sur l'état des cimetières de Paris, à l'occasion de la reprise par la Ville des terrains concédés, qui aurait nécessité la réunion immédiate du conseil. Les grands temps de sortir d'une indécision qui pourrait, dans un avenir prochain, créer à la municipalité de sérieux embarras.

Nous tiendrons, du reste, le lecteur au courant de la décision prise dans cette première réunion.

LES SERVICES RELIGIEUX DU 27 JANVIER
Toutes les paroisses de la ville de Paris célébreront le samedi 27 janvier un service funèbre pour l'anniversaire de la capitulation de Paris. Les services auront lieu à neuf heures, afin de pouvoir laisser aux fidèles le loisir d'assister à celui qui doit être célébré avec une grande pompe en l'église Notre-Dame, à une heure de l'après-midi, et qui sera officé par Mgr Guibert.

Plusieurs régiments ont déjà reçu l'ordre de se tenir prêts pour la circonstance, afin de pouvoir assister à ces cérémonies, Mgr l'archevêque ayant manifesté le désir de voir l'armée s'unir, dans une large part, au clergé, pour la circonstance.

UNE VISITE À CHISLEHURST

Un de nos correspondants qui s'est rendu en Angleterre pour affaires, a poussé son voyage jusqu'à Chislehurst, et nous adresse la lettre suivante :

Londres, 20 janvier 1872.

Une grande maison de campagne, nommée Camden-Place, très simple, bâtie à la mode anglaise, et entourée dans un fort beau parc de moyenne étendue, sert actuellement de résidence à la famille impériale.

Située à six lieues de Londres, près du village de Chislehurst, du comté de Kent, et sur le chemin de fer de Douvres, les voyageurs, partis de la gare de Charing-Cross ou de la Cité, y arrivent en une demi-heure. Dix minutes suffisent pour se rendre à pied de la station à Camden-Place.

On trouve encore, en descendant du chemin de fer, des voitures qui, moyennant un schelling, conduisent les visiteurs à la grille du parc. Il est inutile de se renseigner en débarquant; les cochers reconnaissent très bien les Français, et savent d'avance où ils doivent aller.

On ne peut rien voir d'aussi frais, d'aussi

gracieux que la campagne de Londres de ce côté. Le terrain, légèrement accidenté, coupé de petites vallées toujours verdoyantes et de bouquets de bois, ménage au voyageur des sites ravissants. On monte, en quittant la gare, une route bordée des deux côtés de belles maisons particulières. Au sommet de la côte, il faut passer sous la voûte d'un ancien perron, et l'on arrive au domaine seigneurial, pour arriver aux communs, vaste terrain couvert d'arbres et de bruyère, qui entoure de deux côtés la résidence de l'empereur. A gauche, le charmant village de Chislehurst déroule, le long du ravin, les grappes de ses maisons propres et uniformes, qui donnent un cachet si particulier aux campagnes de l'Angleterre.

C'est sur ce terrain des communs, servant principalement aux joueurs de cricket, que l'empereur voit les régiments anglais qui lui sont présentés. Les élèves de l'école militaire de Woolwich, le régiment écossais et la brigade d'artillerie à cheval du général Wood, vétérans de la guerre de Crimée, viennent souvent en promenade jusqu'à Chislehurst, et ont été plusieurs fois passés en revue par Sa Majesté.

Un policeman est toujours de service à la porte du parc. Les personnes étrangères qui désirent être présentées à l'empereur ou à l'impératrice, remettent leur carte au concierge et sont introduites, sans autres formalités, auprès du comte Davilliers, ou du comte Clary, qui prennent les ordres des maîtres du lieu.

Un mot d'abord sur l'habitation que nous avons pu visiter, grâce à l'obligeance des officiers de la maison. Nous terminerons ensuite par des détails qui ne seront peut-être pas sans intérêt, sur la vie intime des hôtes du château. L'illustration n'a donné qu'une photographie assez mal comprise de Camden-Place; nous la compléterons par quelques renseignements particuliers.

Un fort belle avenue de 250 yards environ, bordée d'arbres séculaires et longeant la barrière qui sert de clôture au parc du côté des communs, conduit de la grille principale à l'habitation. A gauche, une vaste pelouse semée de petits bouquets de bois. La façade principale, presque sans ornements extérieurs, est coupée par deux ailes faisant légèrement saillie.

Un seul valet de pied portant la petite livrée de la maison de l'empereur, que tout le monde connaît, se tient dans l'antichambre et annonce les visiteurs. Les personnes admises sont introduites dans la grande galerie qui sert de promenade à la famille par les mauvais temps. Un petit salon, faisant retour et éclairé par le haut, tient lieu de salle d'attente. Les présentations sont faites généralement dans la galerie, par l'officier de service, ou dans l'un des deux salons contigus situés à gauche, et dans lesquels se tient presque toujours l'empereur. A droite, la salle à manger pouvant au plus recevoir trente personnes, et l'escalier conduisant aux appartements particuliers. Quelques petites chambres sont encore réservées au premier étage pour les amis ou parents admis à partager, pendant quelques jours, la vie intime de la famille.

Plusieurs appartements, au rez-de-chaussée, occupés par les officiers ou les personnes de la suite de l'empereur, complètent, avec la salle de billard, l'aménagement de Camden-Place.

L'intérieur et le service du château, fort simples, rappellent bien mieux la vie aisée d'un particulier que l'existence fastueuse d'un souverain. L'empereur et l'impératrice ne possèdent, dit-on, que leur fortune privée. La table est convenablement servie, mais il n'y paraît jamais de vins fins; les toilettes décollées sont absolument bannies; l'impératrice porte d'ordinaire une robe montante, presque toujours de couleur sombre.

La domesticité est réduite au strict nécessaire. Une simple voiture et quelques chevaux de selle pour l'empereur et son fils, qui utilisent beaucoup de cet exercice, composent les services. Il n'est pas rare de voir l'impératrice et une de ses dames se rendre à pied, le matin, à l'église ou à la gare, un parapluie à la main, si le temps est mauvais.

Quelques amis fidèles, parmi lesquels il faut citer le duc de Bassano, grand chambellan, le comte et la comtesse Clary, M^{me} de Lermat, le comte Davilliers, M. Piétri, secrétaire de l'empereur; le baron Corvisart, le docteur Combeau et son fils, M. Filon, précepteur du prince; M^{me} Lebreton-Bourbaki, habitant Camden-Place ou le village.

L'empereur, toujours levé de grand matin, descend vers neuf heures et demi, dans la galerie où les personnes invitées à déjeuner sont présentées, et prend connaissance du courrier et des journaux. Après le déjeuner, il consacre généralement une heure à causer avec les étrangers qui ont été admis à sa table. Si le temps le permet, l'empereur et l'impératrice, suivis des intimes et des invités, font une promenade à pied dans le parc ou ses environs. Napoléon travaille ensuite jusqu'à sept heures. La soirée est utilement remplie par une lecture faite au prince impérial, ou par une conversation intime qui ne se prolonge jamais au-delà de onze heures. Tous les plaisirs frivoles, toutes les distractions mondaines, sont sévèrement bannies des salons de Camden-Place.

Tous les dimanches et les jours de fête, l'empereur, dominant le bras à l'impératrice et la main au prince impérial, se rend à pied à l'église catholique pour y entendre la messe. Un banc spécial est réservé à la famille. L'abbé Godard, curé catholique de Chislehurst et ancien élève de Saint-Sulpice, est chargé de l'instruction religieuse du prince. Il déjeune chaque dimanche à Chislehurst. L'impératrice lui a même brodé un ornement d'église.

Les journées du prince impérial sont activement remplies. Debout à six heures, à sept il est habillé et se met au travail jusqu'à dix heures, avec son ami, le jeune Combeau, et M. Filon, son précepteur. Après son déjeuner, qui précède d'une heure celui de la famille, il part immédiatement, accompagné de son précepteur, pour se rendre au collège royal de Londres, dont il suit régulièrement les cours jusqu'à trois heures. Rentré à quatre heures, il monte à cheval ou prend part à la promenade à pied. Après le dîner, vers dix heures, il salue ses parents, auxquels il ne manque jamais de baisser respectueusement la main.

De temps à autre, on lui fait visiter en détail les monuments, les musées, les établissements militaires et industriels de Londres et des environs.

HOMMES ET CHOSES

L'autre jour, au mariage du prince Czartorski, on s'entretenait beaucoup de la nouvelle « faveur » octroyée par l'empereur Guillaume au roi Louis de Bavière, en admettant qu'on puisse appeler cela une faveur. Il vient de lui conférer l'ordre de l'Aigle-Noir — avec la chaîne.

Avec la chaîne! C'est là qu'est la nuance, c'est là qu'est la faveur insigne! Et le roi Louis, l'ami de Wagner, de se sentir pénétré de la joie la plus pure, et d'y trouver une compensation pour ses rêves d'opéra.

Ses rêves, ils étaient grands! Ils n'allaient à rien moins qu'à ceindre la couronne d'empereur d'Allemagne. Elle lui revenait de droit, de par l'ancienneté du trône, le plus vieux de toute la Confédération; mais quand on veut réaliser semblable rêve, il faut visiter le tombeau de Charlemagne autrement qu'en assistant à l'opéra d'Hernani.

Dans *Hernani*, celui de Victor Hugo, le nouvel empereur est déjà passablement sans gêne avec le roi de Bavière, puisqu'il lui reproche d'être familial; mais au siècle où nous vivons, le nouveau successeur de Charles-Quint fait sentir son autorité, et sans tour d'ambages, en envoyant à son vassal la chaîne d'or de sa faveur.

Inféodés jusqu'à perpétuité, les Bavares, qui, malgré Louis Montés et Wagner, supposaient à leurs rois assez de moelle pour refaire le vieux Empire teutonique, et révélaient triples croches, fugues et contrepoint lorsque Bismarck prononçait son fameux « par le fer, par le sang, par le feu! »

Le roi Louis a la chaîne au cou, chaîne d'or, joyau précieux, haute distinction, mais c'est la chaîne.

Attaché, dit le loup, vous ne courez donc pas où vous voulez?

Ah! bien oui, courir! Il faut emboîter le pas, à présent, donner son or, ses soldats, son sang, sans murmurer, si M. de Bismarck le veut de rechut. Et il le voudrait, si nous bougeons.

A ce mariage, Mgr Dupanloup a prononcé une homélie de haute éloquence, dans le genre, dit-on, de celles que débitait, à son déclin, l'évêque de Grenade. Il a parlé du royaume écroulé des Jagellons, des espérances des catholiques slaves qui voient, dans les Czartorski, ce que nos législateurs conviennent d'attendre du comte de Chambord.

Les assistants se pâmaient. Toute la Pologne, haute, de Paris, était là; jamais on n'avait vu tant de ski ensemble. N'était la qualité et la distinction des personnages, on se serait cru en pleine Commune.

Les discours de Mgr d'Orléans m'a rappelé une anecdote assez piquante dont on parle encore discrètement à Varsovie.

Un jour, le comte Rzewuski présentait au prince Paskiewitch, feld-marschal, gouverneur russe du royaume de Pologne, M^{me} Grocholska, belle-mère du prince Witold, frère du prince Ladislas Czartorski-Nemours. « Je présente à Votre Altesse, dit-il, la belle-mère du futur roi de Pologne. » Le gouverneur fit la grimace, et on convint qu'il devait y avoir assez d'ambiguïté. C'est comme si on présentait aujourd'hui M. Thiers la mère du futur président de la République française.

Aussi le comte Rzewuski ajouta à mi-voix et avec le plus spirituel sourire :

« Mais son royaume n'est pas de ce monde. »

Pauvre Pologne! les gredins de la Commune lui avaient porté une grave atteinte dans nos affections; mais l'estime restait, la confiance revient, platonique à la vérité, sans souhaits politiques; car ils sont bien divisés, ces pauvres Polonais, au point qu'on a dit, là où il y a deux Polonais, il y a trois partis.

Samedi dernier, nous avons eu une espérance rentrée, hélas! bien rentrée. M. Jules Simon est encore ministre.

Il avait eu cependant le « courage » de donner sa démission, lui aussi! Il avait eu même le soin, rien n'est indifférent, de préparer sa petite mise en scène en allant s'asseoir sur un banc de la gare.

Je serais curieux de savoir quelle a été la pensée des députés de cette latitude en voyant revenir au bercail cette brebis... égarée. Ils devraient bien nous la faire connaître dans leurs journaux, on s'en rendrait compte.

Vous savez jusqu'où peut aller l'intérêt que nous inspire cette Excellence, — car on lui en donne, gros comme le bras, dans les bureaux.

Nous avions rendu compte du procès d'un malheureux instituteur appelé Courtin, et honoré de sa protection, en le présentant comme communard et accusé de vol.

Ce pauvre garçon, sauté à peu près par son avocat, M^{me} Fenet, réclame du fond de sa prison. Il n'est pas voleur, loin de là, c'est acquis; bien mieux, il n'a pas dérobé les crucifix de son école, malgré les ordres de M. Jules Simon, antérieurs à la Commune; et s'il a eu des rapports avec le clergé, c'est dans l'intention d'envoyer régulièrement ses enfants au catéchisme. Il y a une lettre du curé de Saint-Nicolas à l'appui.

Vraiment, cela est chose si rare, que nous lui en donnons acte; mais alors il perd la protection de M. et M^{me} Jules Simon. Peut-on vivre sans cela? Le portefeuille à vis, chevillé, bouillonné, blindé, vient d'être retapé à neuf; durera-t-il six mois encore? Courtin doit se le demander avec effroi, de profond carceris.

Et nous donc!

CHRYSLÉ.

LES TRIBUNAUX

SIXIÈME CONSEIL DE GUERRE

Audience du 22 janvier

Présidence de M. de la Porte, colonel du 12^e chasseurs à cheval

Assassinat des otages. — Verdict. — Une condamnation à mort.

L'audience d'aujourd'hui a été des plus émouvantes. On savait que le jugement serait rendu dans la journée, et de plus, que Sicard, dénoncé par Jarrault, allait comparaître devant le conseil. De sa confrontation avec Pigerre résulterait évidemment la culpabilité ou l'innocence de ce dernier.

A l'ouverture de l'audience, M. le commissaire du gouvernement demande la parole. « Messieurs, dit-il, la fille Grindel est devenue mère hier soir, et, malgré mes efforts, son fils a vu le jour dans le préau d'une prison. Elle ne peut assister à la fin de ces débats. La défense réclame-t-elle pour elle un jugement de disjonction? »

M^{me} Duperrier de Larsan déclarant accepter pour sa cliente le jugement, M. le commissaire du gouvernement demande encore une fois au conseil son indulgence.

A trois heures, on introduit Sicard; il est accompagné de M. Clément, commissaire de police, et de trois agents. Il est parti de Paris à neuf heures et demi dans une voiture de place; le trajet jusqu'à Versailles a dû se faire très lentement, à cause de l'état où se trouve ce nouveau témoin dont la déposition est attendue avec anxiété; il est pâle et presque défaillant; on l'assied sur un fauteuil

avec les plus grandes précautions; quand M. le président l'interroge, il lève lentement la tête et dépose d'une voix faible.

Le ministère public prend la parole à la suite de cette déposition.

M. le président interrompt ensuite chacun des accusés et leur demande s'ils ont quelque chose à ajouter.

Genton se lève à son tour, et, après une pause de quelques instants, il s'exprime en ces termes, au milieu du silence le plus profond :

Vous me demandez, messieurs, ce que j'ai à dire? Eh bien! j'ai cru devoir défendre par mon avocat, et je me suis trompé. On a voulu que je dise la vérité, je l'ai dite toute entière; ou, je vais la répéter, j'ai fait supprimer le premier ordre qui disait de fusiller tous les otages, et c'est moi qui ai rapporté le deuxième, sur lequel il n'y avait plus question que d'écouter six. J'ai obtenu à la mairie un bonnetier Voltaire cette concession qui a empêché le massacre de tous les prisonniers enfermés à la Roquette.

Quant aux gardes nationaux qui sont venus à la Roquette, c'est bien moi qui en ai conduit une partie, et, en agissant ainsi, je suivais l'avis de Vermorel, qui m'avait dit : « Menez-les les hommes, c'est le seul moyen de retarder l'exécution et de sauver peut-être les otages. » Voilà donc pourquoi j'étais avec ceux qui sont allés à la Roquette le 24 mai.

Mon avocat aurait pu vous le dire tout d'abord, car j'espérais être défendu, et je ne l'ai pas été. Bien plus, au lieu de m'empêcher de tomber dans les pièges qu'il s'ouvrait devant moi, c'est lui qui est venu me donner la poussée. Et je déclare que je n'ai jamais vu un homme abandonné comme moi par son avocat; on ne l'a pas mieux fait pour Trompman. Voulez-vous me donner un avocat? Je confierai quelques instants avec lui, et il ira ensuite au conseil tout ce qui peut être dit dans cette affaire.

M. le président. Nous ne pouvons vous accorder cela. Vous avez eu tout le temps nécessaire pour préparer votre défense.

Genton. — Eh bien, je n'ajoute plus qu'un mot. J'ai dit la vérité; j'ai affirmé que ce n'était pas Pigerre qui commandait le peloton d'exécution; que c'était Sicard. Qui l'a nié? Quant à moi, j'ai dit ces mots, j'ai exécuté ce que j'ai fait. C'est grâce à moi et à Vermorel que soixante-cinq otages n'ont pas été exécutés, au lieu de six.

La plupart des autres accusés déclarent n'avoir rien à dire.

Jugement.

A cinq heures et demie, M. le président donne lecture du jugement aux termes duquel sont condamnés :

Genton, à la peine de mort.

François, aux travaux forcés à perpétuité.

Latour, à vingt ans de travaux forcés.

Romain, à dix ans de travaux forcés.

Picon, à cinq ans de prison.

Girault, à cinq ans de prison.

Hure, à un an de prison.

Poidevin, Héral, Lameroux, Lésénéchal, Marault, Danain, Levin, Girardot, Grandgenod, à la déportation.

Fortin à dix ans de travaux forcés.

Péchin à un an de prison et cinq ans de surveillance.

La fille Grindel, la femme Prévost, Langbein, Pigerre et Vattier sont acquittés.

Quant à l'entendement la lecture du jugement : Genton fait un léger signe de tête : « Mon affaire était claire », dit-il tout bas. Picon se met à pleurer. Pigerre, très ému, s'approche de M. le commissaire du gouvernement : « Tenez, mon commandant, lui dit-il, il me semble que je suis à l'Ambigu; j'ai bien souffert pendant le drame, mais enfin, au cinquième acte, la vérité est reconnue et l'innocence proclamée. »

Dans la même audience, le conseil a condamné à mort par contumace le nommé Gilbert, ébéniste, accusé d'avoir pris part au massacre des otages.

BIBLIOGRAPHIE

L'ouvrage si attendu du général d'Aureilles de Paladine, LA PREMIÈRE ARMÉE DE LA LOIRE, paraîtra samedi 20 janvier chez l'éditeur Henri Plon. Un superbe volume in-8^o cavalier, enrichi de quatre grandes cartes stratégiques colorées et du fac-similé d'un ordre du gouvernement de Tours. Prix : 8 francs franco, 10, rue Garancière, à Paris.

LA SCIENCE

ACADEMIE DES SCIENCES

Séance du lundi 22 janvier 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

Comment on revient des Indes en vingt jours. — Le gyroscope correcteur de la boussole, par M. Dubois. — Homages adressés à l'Académie par M. Jarrault. — Discussion sur les fermentations.

— Discussion sur la routine et l'esprit scientifique. — Fabrication du beurre.

M. Dumas annonce à l'Académie qu'il a vu dernièrement M. Norman-Lockyer, astronome anglais, envoyé aux Indes par le gouvernement britannique, pour y diriger l'expédition de la boussole. M. Lockyer a mis vingt jours pour revenir de l'Inde, grâce au canal de Suez et au tunnel du mont Cenis. Il a vu et quitté M. Janssen à la fin de décembre, et s'est rendu à Paris vers le 18 janvier. Ce voyage, qui n'a ainsi duré que trois semaines, ne s'effectuait pas en moins de quatre ou cinq mois, il y a quelques années.

M. Dubois, professeur à l'école navale de Brest, communique un travail sur l'emploi du gyroscope pour corriger les erreurs de la boussole à bord des navires. Le gyroscope, inventé par Foucault, est une espèce de toupie qui, pendant sa rotation, s'oriente dans la même direction que l'aiguille aimantée, mais sans comporter les mêmes causes d'erreurs dans les indications qu'elle fournit. M. Dubois fait faire, en ce moment-ci, sur les navires de l'Etat des expériences destinées à reconnaître dans quelle mesure les indications de l'aiguille aimantée peuvent être contrôlées par celles du gyroscope.

M. Jacob, le célèbre physicien de Saint-Petersbourg, le premier inventeur de la galvanoplastie, écrit à l'Académie d'abord pour la féliciter de l'attitude ferme et digne qu'elle a conservée pendant les douloureux événements que nous venons de traverser, puis pour lui annoncer qu'il a répété et vérifié les dernières expériences de M. Faye sur la transformation du mouvement musculaire en chaleur dans la rotation d'un disque placé entre un système d'électro-aimants.

La discussion sur les fermentations reprend avec une vivacité incroyable. M. Balard lit un mémoire plein de verve méridionale et légèrement insolent au bénéfice de M. Pasteur et au préjudice de M. Frey. M. Balard n'est pas tendre pour les gens qui ne partagent point son opinion. Il somme M. Frey de produire des faits précis à l'appui de l'opinion qu'il soutient, et il engage M. Pasteur à ne pas répondre aux critiques qu'on lui adresse, tant que ses adversaires n'auront pas lui opposer que des hypothèses incertaines. M. Frey croit devoir ne pas répondre aux personnalités acerbes de M. Balard et publiera prochainement des expériences en réponse à celles de M. Pasteur.

Ce dernier, à son tour, lit une note dans laquelle il relate des faits nouveaux qui lui semblent de nature à ruiner définitivement la théorie hétérogéniste. Il affirme que du jus de raisin mis au contact de l'air dépourvu de germes, est absolument incapable de fermenter et peut se conserver indéfiniment sans éprouver d'altération. Il en est de même du sang et de tout autre liquide fermentescible. Si, au contraire, cet air renferme des germes ou si l'on sème dans le jus de raisin les germes recueillis préalablement à la surface des grains, la fermentation s'établit. Ces expériences semblent décisives à M. Pasteur. M. Frey ajourne sa réponse.

M. Bequerel père fait une nouvelle communication sur la température du jour à diverses profondeurs et dans diverses circonstances de température, ainsi que sur les conséquences qu'il en faut tirer pour l'agriculture. M. Paul Thénard, à ce propos, que les paysans et les agriculteurs savent, par instinct et par routine, tout ce que M. Bequerel vient de dire, et se passant parfaitement d'indications scientifiques à ce sujet. Le vent est aux discussions. M. Bequerel répond qu'il n'a pas à s'occuper des applications pratiques qu'il n'a en vue que l'établissement de certaines lois naturelles.

La-dessus plusieurs académiciens échangeront des observations sur le vrai caractère et l'importance de la routine. La routine ne sait rien de la science, mais elle ne s'en rapporte qu'à la routine. Les paysans ne peuvent le dire avec précision. Ils n'ont en effet qu'une notion approximative et ne procèdent qu'en tâtonnant à la recherche de cette température, dont les sens tout seuls ne peuvent donner qu'une idée très variable. La science est venue et a trouvé que cette température est 10 degrés au-dessus de zéro.

En prenant le 10, non pas à 11 ou à 18, mais à 10, on fait du bien. On a vu, en effet, que la température, il faut bien le reconnaître, n'est pas la même partout. On fait du bien à la routine, il faut bien le reconnaître, mais elle ne sait rien de la science, mais elle ne s'en rapporte qu'à la routine. Les paysans ne peuvent le dire avec précision. Ils n'ont en effet qu'une notion approximative et ne procèdent qu'en tâtonnant à la recherche de cette température, dont les sens tout seuls ne peuvent donner qu'une idée très variable. La science est venue et a trouvé que cette température est 10 degrés au-dessus de zéro.

mentescible. Si, au contraire, cet air renferme des germes ou si l'on sème dans le jus de raisin les germes recueillis préalablement à la surface des grains, la fermentation s'établit. Ces expériences semblent décisives à M. Pasteur. M. Frey ajourne sa réponse.

M. Bequerel père fait une nouvelle communication sur la température du jour à diverses profondeurs et dans diverses circonstances de température, ainsi que sur les conséquences qu'il en faut tirer pour l'agriculture. M. Paul Thénard, à ce propos, que les paysans et les agriculteurs savent, par instinct et par routine, tout ce que M. Bequerel vient de dire, et se passant parfaitement d'indications scientifiques à ce sujet. Le vent est aux discussions. M. Bequerel répond qu'il n'a pas à s'occuper des applications pratiques qu'il n'a en vue que l'établissement de certaines lois naturelles.

La-dessus plusieurs académiciens échangeront des observations sur le vrai caractère et l'importance de la routine. La routine ne sait rien de la science, mais elle ne s'en rapporte qu'à la routine. Les paysans ne peuvent le dire avec précision. Ils n'ont en effet qu'une notion approximative et ne procèdent qu'en tâtonnant à la recherche de cette température, dont les sens tout seuls ne peuvent donner qu'une idée très variable. La science est venue et a trouvé que cette température est 10 degrés au-dessus de zéro.

En prenant le 10, non pas à 11 ou à 18, mais à 10, on fait du bien. On a vu, en effet, que la température, il faut bien le reconnaître, n'est pas la même partout. On fait du bien à la routine, il faut bien le reconnaître, mais elle ne sait rien de la science, mais elle ne s'en rapporte qu'à la routine. Les paysans ne peuvent le dire avec précision. Ils n'ont en effet qu'une notion approximative et ne procèdent qu'en tâtonnant à la recherche de cette température, dont les sens tout seuls ne peuvent donner qu'une idée très variable. La science est venue et a trouvé que cette température est 10 degrés au-dessus de zéro.

En prenant le 10, non pas à 11 ou à 18, mais à 10, on fait du bien. On a vu, en effet, que la température, il faut bien le reconnaître, n'est pas la même partout. On fait du bien à la routine, il faut bien le reconnaître, mais elle ne sait rien de la science, mais elle ne s'en rapporte qu'à la routine. Les paysans ne peuvent le dire avec précision. Ils n'ont en effet qu'une notion approximative et ne procèdent qu'en tâtonnant à la recherche de cette température, dont les sens tout seuls ne peuvent donner qu'une idée très variable. La science est venue et a trouvé que cette température est 10 degrés au-dessus de zéro.

En prenant le 10, non pas à 11 ou à 18, mais à 10, on fait du bien. On a vu,

soit appliqué non-seulement dans les raffineries, mais partout où les sucres bruts existent.

M. Benoist-d'Azy, observant que les classes aisées sont réellement celles qui consomment le plus de sucre.

M. de Tillancourt (Aux voix ! aux voix !). Combate l'impôt en discussion; il trouve que le sucre est trop lourdement chargé et que ce n'est point le moment d'augmenter les charges qu'il supporte.

M. le président met aux voix l'article 17. La première épreuve est recommencée, l'Assemblée n'ayant pas compris.

L'article 17 est adopté. La commission propose un article additionnel ainsi conçu : « Les sucres existant actuellement dans les entrepôts et chez les raffineurs sont assujettis au droit. Les employés des douanes et des fabricants indirects présenteront chez tous les fabricants les quantités de sucre brut et de sucre raffiné qui s'y trouvent, en tenant compte du sucre brut au raffinage. »

M. Villain propose un paragraphe additionnel dans lequel il demande que le droit atteigne les sucres bruts dans quelque endroit qu'ils se trouvent. Il explique que son amendement a pour but de frapper la spéculation.

M. Laurent fait quelques observations touchant la perception, afin d'éviter les vexations. Il est d'avis que les sucres des colonies soient frappés à l'arrivage. (Très bien ! très bien !)

M. Schœcherer : La question des sucres est une question de vie et de mort pour les colonies. Les expéditions n'auraient certainement pas été déclinées si l'on avait dû savoir qu'il y aurait deux décimes de plus à payer à l'arrivée. (Mouvement.)

M. Benoist-d'Azy, président de la commission du budget, il y a beaucoup de projets actuellement soumis à l'examen de la commission. La commission aurait besoin d'un jour d'intervalle pour préparer ses travaux. Par conséquent, si demain l'Assemblée voulait commencer l'examen de la loi importante de la marine, la commission ne présenterait un rapport qu'après-demain.

M. le président reproduit la demande de la commission.

M. Fourcand : Avant de mettre en discussion le projet relatif à la marine marchande, il faudrait savoir ce que la Chambre décidera.

M. Anet : Il y a dans la loi de la marine marchande deux choses distinctes, l'intérêt de la navigation et celui de la construction. Il est facile de réserver les droits sur la construction, comme sur les matières premières. On pourra discuter demain sur la marine marchande, en réservant cette question.

M. le président : Il n'y a pas d'objection ? L'Assemblée entendra demain la discussion sur la marine marchande.

Une proposition d'impôt sur le revenu est déposée par M. Maurice Aubry. Plusieurs députés demandent la clôture, en faisant observer que l'impôt sur le revenu est déjà rejeté.

M. le président : La proposition sera renvoyée à la commission, qui statuera sur le caractère de la proposition qui est développée en trois pages.

M. Maurice Aubry demande l'urgence pour que sa proposition soit renvoyée à la commission du budget. Il se réserve de démontrer devant la commission que sa proposition d'impôt ne renferme rien d'arbitraire ni d'injusticiable. Ce caractère seul a fait repousser l'impôt sur le revenu, à non sens. (Mouvements divers.)

M. le président : Le 15 l'article 18 : « A dater du... il est établi un impôt de 1/10 sur le revenu de tous les contribuables, nationaux ou étrangers, habitant en France. »

Voix diverses : C'est déjà jugé ! (Bruit.)

M. Maurice Aubry veut lire l'article 2 de sa proposition pour mieux la faire comprendre; mais le bruit couvre la voix de l'orateur.

Une voix : On ne peut reproduire une proposition rejetée qu'après un délai de trois mois.

M. Maurice Aubry : Ma proposition dit dans ses voies et moyens : L'impôt sera établi

un accroissement de recettes de 9 millions dans la situation où nous sommes.

M. Rouyer-Querret, ministre des finances : Un droit, pour être uniforme et produire un rendement assuré, doit être faible, d'autant plus que, dans le cas présent, il y aurait une certaine injustice, car il y a des colles d'une très faible valeur qui passent la frontière. En Amérique et en Angleterre, le droit n'a jamais été plus élevé que celui que nous proposons. Je demande à l'Assemblée de repousser la proposition de M. André. (Très bien ! sur divers bancs.)

M. le président : Je consulte l'Assemblée sur l'amendement de M. André.

La première épreuve n'étant pas comprise, on procède par assis et levé. Une grande partie de la gauche vote pour l'amendement, qui est repoussé.

Plusieurs voix au milieu du bruit : vingt centimes.

L'article 20 est ensuite mis aux voix et adopté; ainsi que l'article 21, ainsi conçu : « Le droit intérieur sur les allumettes en bois est fixé comme suit, décime compris : »

« Boîte ou paquet de 100 allumettes et au-dessous, 4 c. par boîte ou par paquet. »

« Boîte ou paquet renfermant plus de 100 allumettes, 4 c. par centaine ou fraction de centaine. »

« Le même droit sera perçu, indépendamment des taxes de douane, sur les allumettes en bois importées. »

M. le président demande à l'Assemblée si elle est d'avis de réunir les diverses matières qui elle a discutées en un seul projet de loi, avec un motage particulier. — Adopté.

L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté.

M. Benoist-d'Azy, président de la commission du budget, il y a beaucoup de projets actuellement soumis à l'examen de la commission. La commission aurait besoin d'un jour d'intervalle pour préparer ses travaux. Par conséquent, si demain l'Assemblée voulait commencer l'examen de la loi importante de la marine, la commission ne présenterait un rapport qu'après-demain.

M. le président reproduit la demande de la commission.

M. Fourcand : Avant de mettre en discussion le projet relatif à la marine marchande, il faudrait savoir ce que la Chambre décidera.

M. Anet : Il y a dans la loi de la marine marchande deux choses distinctes, l'intérêt de la navigation et celui de la construction. Il est facile de réserver les droits sur la construction, comme sur les matières premières. On pourra discuter demain sur la marine marchande, en réservant cette question.

M. le président : Il n'y a pas d'objection ? L'Assemblée entendra demain la discussion sur la marine marchande.

Une proposition d'impôt sur le revenu est déposée par M. Maurice Aubry. Plusieurs députés demandent la clôture, en faisant observer que l'impôt sur le revenu est déjà rejeté.

M. le président : La proposition sera renvoyée à la commission, qui statuera sur le caractère de la proposition qui est développée en trois pages.

M. Maurice Aubry demande l'urgence pour que sa proposition soit renvoyée à la commission du budget. Il se réserve de démontrer devant la commission que sa proposition d'impôt ne renferme rien d'arbitraire ni d'injusticiable. Ce caractère seul a fait repousser l'impôt sur le revenu, à non sens. (Mouvements divers.)

M. le président : Le 15 l'article 18 : « A dater du... il est établi un impôt de 1/10 sur le revenu de tous les contribuables, nationaux ou étrangers, habitant en France. »

Voix diverses : C'est déjà jugé ! (Bruit.)

M. Maurice Aubry veut lire l'article 2 de sa proposition pour mieux la faire comprendre; mais le bruit couvre la voix de l'orateur.

Une voix : On ne peut reproduire une proposition rejetée qu'après un délai de trois mois.

M. Maurice Aubry : Ma proposition dit dans ses voies et moyens : L'impôt sera établi

d'après la valeur locative des loyers garnis ou non garnis. (Bruit nouveau.)

M. le président : L'article 78 du règlement dit qu'une proposition rejetée après une prise en considération ne peut pas se reproduire avant trois mois, et après six mois si elle est rejetée tout d'abord. La commission d'initiative peut statuer ou vous pouvez statuer sur l'urgence.

M. Rothmont : La proposition de M. Aubry n'a qu'une malheureuse équivoque en appelant l'impôt sur le revenu. C'est une taxe mobilière comme elle existe en Toscane et dans certains pays en Allemagne.

Il n'y a pas d'identité avec les propositions sur le revenu; la taxe saisit les choses quand elles peuvent être appréciées par un caractère tout spécial et public. L'identité n'existe avec l'impôt sur le revenu que par un malheureux en-tête, et rien autre chose.

La proposition de M. Aubry est changée par son auteur en amendement.

Renvoyé à la commission du budget.

M. le président : M. Aubry retire sa proposition, se réservant de la présenter à titre d'amendement pendant la discussion du budget. (Mouvements divers.)

M. Gervais : A la parole sur la fixation de l'ordre du jour, il demande qu'on communique par un décret le budget des dépenses. (Exclamations.)

L'orateur s'engage, si l'Assemblée veut bien l'écouter, à démontrer que ce n'est pas d'une somme de 650 millions que le gouvernement a besoin; il va même plus loin, et veut prouver que le chiffre de 650 millions n'est pas possible.

En faisant une comparaison sérieuse entre les divers budgets, il faudrait, pour avoir 650 millions, que le gouvernement, au lieu d'avoir fait une économie de 100 millions, comme l'a dit le chef du gouvernement, eût donné le chiffre des dépenses. (Réclamations diverses.)

M. le président : C'est à l'occasion de tel ou tel droit que M. Gervais pourra présenter ses observations. Voici l'ordre du jour de demain : Nomination à une heure, dans les bureaux, de la commission spéciale de quinze membres relative à la fixation des tarifs. A deux heures, séance publique : discussion du projet de loi sur la marine marchande.

M. Raoul Duval demande à l'Assemblée de décider qu'il y aura nomination, dans les bureaux, de la commission sur les propositions Raoul Duval et Johnson sur la dénonciation des traités de commerce.

La séance est levée à cinq heures trente minutes.

ECHOS DE PARTOUT

Hier samedi, à six heures du soir, a eu lieu dans l'hôtel de M. de Barbantane, quai Voltaire, 7, une vente de charité présidée par M. Ferdinand de Lesseps.

Cette vente a produit 3,000 francs.

Il y a eu réception au ministère des affaires étrangères, hier, de deux à quatre heures de l'après-midi.

Les réceptions officielles de l'ambassadeur de Russie commenceront le premier mercredi de février.

Nous extrayons, sans commentaires, la phrase que voici du *Bien public* d'hier soir : « Cette crise, malgré la concession d'heureuse apparence qui l'a dénouée, ne sera pas plus unique que définitive. »

Hier, à midi, l'empereur du Brésil a visité les catacombes situées au-dessous du 14^e arrondissement et y est descendu accompagné du général Morin et de M. Buen Retiro, son secrétaire, par la porte de la rue d'Enfer.

La visite a duré une heure et demie, et Dom Pedro est sorti par le même passage, à une heure et demie.

Nous avons vu hier une des plus merveilleuses jongleresses qu'on puisse imaginer; c'est dans un café-concert de troisième classe, au Delta, qu'elle fait ses exercices. Debout sur une corde lâche, sans balancier, elle jongle pendant plusieurs minutes avec des torches enflammées.

Impossible de se figurer aisance plus parfaite. Cette jongleuse, qui se nomme M^{lle} Rose, est âgée de quarante ans environ et a plutôt l'air d'un homme que d'une femme. Nous la croyons certainement appelée à de très grands succès.

M^{lle} Rose ne fait disposer sous elle aucun filet, tant elle semble sûre d'elle-même. La corde sur laquelle elle accomplit son périlleux exercice est à peine grosse comme la moitié du petit doigt.

Hier a eu lieu à l'église Notre-Dame-de-Lorette un service en mémoire des soldats morts pendant les deux sièges.

Nous avons déjà cité plusieurs enseignes curieuses. En voici une que nous avons recueillie hier, rue Rochefort, presque en face de la Tertulia :

THIERS
MARCHAND DE VINS TRAITEUR
A la Toison-d'Or

La maison existait du reste bien avant que le président de la République eût reçu le fameux collier.

Ajoutons que, au-dessous de l'enseigne, est suspendu un énorme collier de la Toison.

M^{lle} Olympe Andouard fera, demain mercredi 24 janvier, dans la salle du Grand-Hôtel, une conférence sur le rôle de la femme dans la grande civilisation indoue.

LES THEATRES

C'est ce soir mardi qu'a lieu, dans la salle du Grand-Hôtel, le concert donné par les artistes de l'orchestre du Théâtre-Italien, avec les concours de M^{mes} Albini et Penco, et de M^{lle} Gardoni et Verger.

Une grande partie de la salle est déjà louée. Le programme est, du reste, des plus attrayants : l'ouverture de *Sémiramis*, le duo d'*Il Giuramento*, le quatuor de *Rigoletto*, etc., etc.

Nous espérons vivement que les musiciens des Italiens, si éprouvés, réaliseront une recette qui les aidera à attendre la réouverture du théâtre.

Un bruit circule relativement au Vaudeville. M. du Locle deviendrait directeur de ce théâtre. Inutile de dire que nous n'ajoutons aucune créance à un cancan que nous n'enregistrons que pour montrer à nos lecteurs que nous sommes au courant de toutes les nouvelles théâtrales.

Il suit tout, il voit tout, il fourre son nez partout.

Nous recommandons aux amateurs des charmantes compositions de musique de

dans de M. L. Girard : *Murmures des flots*, *Chansons charmantes* (valse); *Réjouissance* (polkas).

Ces morceaux, qui rappellent les plus jolies œuvres de Gungl et de Strauss, sont exécutées au Casino par l'excellent orchestre de M. Constantin, et obtiennent chaque jour un nouveau succès.

Offenbach part pour Vienne où il va diriger les répétitions de différentes pièces de lui qui va donner le *Karl-Theater*.

Il sera de retour dans trois semaines pour s'occuper du *Corsaire noir*, aux Variétés.

C'est l'éditeur Choudens qui s'est rendu acquéreur de la partition de *Fantasio*, après la première représentation de cet ouvrage à l'Opéra-Comique.

A Bruxelles, la censure vient d'interdire les représentations de la *Baronne*.

La revue de MM. Clairville, Siraudin et Victor Koning, aux Variétés, portera le titre de : LA REVUE CONTRACTUELLE.

La première représentation de *Ragobas*, de M. Sardou, n'aura pas lieu au Vaudeville avant une dizaine de jours.

Cette pièce ne sera pas imprimée, M. Sardou s'étant entendu avec la direction du théâtre pour l'exploitation de cet ouvrage par la troupe du Vaudeville dans les principales villes : Rouen, Marseille, Lyon, Bordeaux, etc., etc., pendant la prochaine saison d'été.

C'est qu'après cette tournée en province que paraîtra la brochure de la nouvelle comédie.

La censure — grâce à une visite de M. Sardou au président de la République — a rendu *Ragobas* sans coupures, mais avec ces mots pleins de menace : *Sous toutes réserves*.

Nous terminerons par une amusante anecdote, cueillie dans les échos du *Figaro* :

Un monsieur, une dame et un enfant d'une dizaine d'années se présentent, l'autre soir, au contrôle de l'Odéon et exhibent deux billets de faveur.

— Pardieu ! s'écrie vivement le contrôleur, qui s'avance déjà un supplément, vous n'avez que deux entrées et vous êtes trois ! il faut donc en prendre un troisième au bureau.

Les parents discutent longtemps : — un enfant si jeune, si raisonnable ! etc.

Le contrôleur est inflexible.

Alors le papa, tirant de sa poche un second coupon :

— Allons ! dit-il, puisqu'il le faut, voici encore deux places... rendez-m'en une !

Tableau.

Jennius.

CESSIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 20 janvier 1872.

GAILLARD (Jules), marchand de vin, demeurant à Paris (Bâtignolles), rue Trezel, 27.

Dame GARNIER (Adèle) épouse Pauline-Estève, femme du sieur Eugène-Prospère Garnier, ladite dame couturière, demeurant à Paris, place de la Madeleine, 3.

MONTEZIER (Léon), marchand de passamaneries et rubans, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, 366.

MIL-LEBLOND (Guillaume-Louis-Joseph), mar-

chand de draps, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, 33.

GRAND (André-Pierre), boulanger, demeurant à Paris, rue de Valenciennes 53, ayant manutention et magasin à Paris, cité Joly, 17.

MOSSER, fabricant de chaussures, demeurant à Paris, rue de Strasbourg, 19, ci-devant, et actuellement même ville, boulevard Magenta, n° 120.

C. JÉGU, tapissier, demeurant à Paris, rue de la Cerisaie, 15.

DUQUESNE, entrepreneur de maçonnerie, demeurant à Paris, avenue de Cligny, 12.

NICOLAS, marchand de bois et charbons, demeurant à Colombes (Seine), rue de Paris, 12.

Conseils aux femmes sur leurs maladies et la stérilité, par le Dr Malherbe. 1 vol. avec 84 fig. 3 fr. 50. Baillière, éd., 17, rue de l'Ecole-de-Médecine.

LE CRÉDIT LYONNAIS, 6, boulevard des Capucines, bonifie les taux d'intérêt ci-après : Dépôts à vue, 3 0/0. — de 3 à 6 mois, 4 0/0. — de 6 à 11 mois, 4 1/2 0/0. — de 1 an et au-dessus, 5 0/0. Il délire des chèques sur LYON — MARSEILLE — LONDRES

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

PHARMACIE NORMALE, r. Drouot, 15, PARIS

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 23 janvier 1872.

Céréales

Le marché est à la baisse. Les détenteurs de blé doivent, s'ils veulent réaliser, faire des concessions assez grandes. Les menus grains ont fléchi.

Farines de consommation

Les cours n'ont subi aucun changement. Affaires nulles.

Marques hors ligne, 48 fr. — Choix, 81 fr. — Marque D, 82 fr. — Bonnes marques, 79 fr. à 80 fr. — Sortes courantes et ordinaires, 75 fr. à 78 fr.

Farines de commerce

Les farines sont en hausse, avec acheteurs sur toutes les époques.

Farines huit marques

Dispon., 80 fr. — Cour du mois, 77 50. — Prochain, 80 fr. — Mars et avril, 81 50. — 4 de mai, 80 fr.

Farines supérieures

Dispon., 80 fr. — Cour du mois, 77 50. — Prochain, 78 50. — Mars et avril, 79 fr. — 4 de mai, 78 50.

Huiles

Les huiles de colza sont faibles sur le rapproché et fermes sur le livrable par suite de quelques demandes.

Dispon., 90 fr. — Cour du mois, 97 75 — 3 prochains, 105 50 — 4 d'été, 104 fr. — 4 derniers, 102 50.

Huile de lin est calme.

Dispon., 90 fr. — Cour du mois, 97 75 — 3 prochains, 80 50 — 4 d'été, 97 fr.

Trois-six

Même situation.

Disponibles et cour., 55 fr. — Prochain, 56 fr. — Mars et avril, 53 fr. — 4 d'été, 61 fr.

Sucres

COTE COMMERCIALE

Les sucres restent fermes.

88° saccharimétriques, 70 fr. à 70 50 — Blancs n° 3, 80 fr. à 80 50 — Raffinés, suivant mérite, 153 fr. à 155 fr.

Le directeur politique gérant : LÉONORE DÉTROIT.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ETUDE de M^e LEBOUQU, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66, successeur de M^e Guidon.

VENTE au palais de justice, à Paris, le samedi 10 février 1872, en deux lots :

1^o MAISON avec jardin, pavillons et dépendances, sise à PARIS, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, 218; contenance, 1,251 mètres environ.

Mise à prix : 50,000 fr.

Revenu brut, environ : 5,800 fr.

2^o MAISON à Paris, rue des Blancs-Manteaux, 33.

Revenu brut, environ : 18,000 fr.

Mise à prix : 150,000 fr.

S'adresser audit M^e LEBOUQU, à M^e Dumont et Mesnier, avoués; à M^e Ducoux et Meignien, not.

MAISON À PARIS

Etude de M^e PAUL ROCHE, avoué à Paris, rue de Grammont, 1.

VENTE au Palais de justice, le mercredi 7 février 1872.

D'une Maison, sise à Paris, place Maubert, 9.

Mise à prix : 60,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : à M^e Paul Roche et Clermont, et à M^e Courot, notaire.

ETUDE de M^e DELESSARD, avoué à Paris, quai de la Mégisserie, 18.

VENTE au palais de justice, à Paris, en l'audience des criées du tribunal de la Seine, le samedi 3 février 1872, à 2 heures, d'une

MAISON SAINT-SEYRIN, A PARIS

Avec deux corps de bâtiments et cour superficielle, 257 mètres environ. — Revenu, 8,970 fr.

Mise à prix : 80,000 fr.

S'adresser : 1^o audit M^e Delessard, et 2^o à M^e Duval, avoué à Paris, rue de Rivoli, 150.

BEL HOTEL A PARIS, avenue Urich.

(Avenue de l'Industrie, 1.)

Revenu net, 55,000 fr. — Mise à prix, 800,000 fr.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'AMIABLE

FERME 100 h. Aube, rev. bail aut. 6,630 fr. 125,000. E. Liebbe, agence des propriétés, r. Q.-Sept 8.

CHARENTAIS PETIT HOTEL à vendre 60,000 fr. ou à louer 4,000 fr., quartier du parc Monceau, rue Prongy; s'adresser à M. E. Flamant, architecte, rue Prongy, n° 17.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

CHEMINS DE FER NORMANDS

L'Administration a l'honneur d'informer MM. les souscripteurs d'obligations qui n'ont pas encore libéré leurs titres que le dernier délai pour s'acquitter envers la Société, a été fixé au 31 janvier 1872.

Conformément aux conditions de la souscription les numéros des 1,238 titres dont les versements n'auront pas été effectués, et qui ont été publiés dans la Gazette des Tribunaux du 19 courant, seront vendus à la Banque des Provinces.

Les versements sont reçus à la Banque des Provinces, 66, rue Taitbout.

J. TOURNIER & Co

Banquiers, 66, rue Taitbout.

Opérations générales de BOURSE, de BANQUE et d'ÉMISSION.